

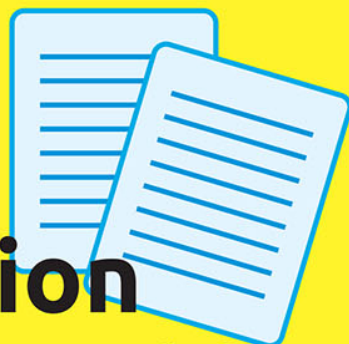


mise en examen

nouvelle édition

inclus

- sujets 2015 corrigés
- 2 copies de concours commentées



La dissertation d'histoire-géographie et géopolitique

**AUX CONCOURS D'ENTRÉE
DES ÉCOLES DE COMMERCE**

Coordination
Alain Nonjon



Mise en examen
Collection dirigée par Alain Nonjon

**La dissertation d'histoire-géographie
et géopolitique**
aux concours d'entrée des écoles de commerce

nouvelle édition

Ouvrage collectif coordonné par
Alain Nonjon

Jérôme Calauzènes
Aude Marécaille
Michel Nazet
Frank Paris
Pierre Verluise



Les auteurs

JÉRÔME CALAUZÈNES est agrégé d'histoire, diplômé de Sciences-Po, professeur en classes préparatoires (ISTH, ISP).

AUDE MARÉCAILLE est professeur en classes préparatoires au lycée Claude Bernard (Paris).

MICHEL NAZET enseigne au lycée Saint-Michel de Picpus (Paris).

ALAIN NONJON est agrégé d'histoire, professeur en classes préparatoires au lycée Michelet de Vanves.

FRANK PARIS est agrégée de géographie, professeur en classes préparatoires au lycée Thiers de Marseille et chargé de cours à l'université d'Aix-Marseille.

PIERRE VERLUISE est professeur en classes préparatoires à Paris et directeur du site géopolitique Diploweb.com.

ISBN 9782340049383

©Ellipses Édition Marketing S.A., 2015
32, rue Bague 75740 Paris cedex 15



Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5.2° et 3°a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective », et d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit constituerait une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Méthodologie de la dissertation

Alain Nonjon

I. Une évidence

Avant même de rappeler quelques uns des sempiternels conseils de rédaction pour un exercice aux règles convenues mais trop souvent bafouées, qu'il soit permis de rappeler l'objectif final dans cette matière rémunératrice (coefficient 5 ou 6 sur 30) :

Un devoir avec...

- un minimum de connaissances bien articulées (et pas jetées en pâte),
 - sans prouesse dialectique,
 - mais exempt de fautes (et notamment de dérapages inadmissibles sur les fondamentaux de votre langage de futur cadre comme « développement » ou Golf Persique),
 - sans ratures, ni effaceur (le hoquet de l'écrivain),
 - d'une écriture bien lisible, mature (et si possible pas trop éléphanter) avec des paragraphes très distincts, des titres de grandes parties soignés (rhétoriques et pourquoi pas soulignés),
 - une introduction définissant le sujet, le cadrant chronologiquement et l'éclairant le plus souvent par un paradoxe factuel débouchant sur une problématique simple et distincte du libellé du sujet,
 - des transitions encadrées entre chaque partie...
 - et surtout un style reliant chaque phrase l'une à l'autre, logiquement (pour éviter les déballages) avec le respect du principe une idée, deux exemples dont un précis, une utilisation fréquente mais pas abusive de la relativisation (même si, malgré, au-delà...) et de la comparaison,
 - mobilisant des ordres de grandeur plus que des chiffres bruts et périmés aussitôt écrits,
- ... Un tel devoir a toute chance de se voir attribuer au minimum un 12 ou un 13 : cela valorisera votre travail, vous mettra à 2 ou 3 points de la moyenne des copies (généralement programmée à 10 chaque année).

II. Des objectifs

Ils sont gravés dans le marbre de l'éternité. Le catéchisme du correcteur n'a pas changé, les règles de la dissertation géopolitique ou pas sont immuables...

Le jury attend une problématique claire qui ne se borne pas à recopier le libellé du sujet en y ajoutant un point d'interrogation

Mais il faut plutôt :

- poser de bonnes questions sous-jacentes est une exigence de base ;
- partir d'un paradoxe factuel ou d'une contradiction soulevée par le sujet est une façon de baliser le questionnement du sujet ;

- dégager deux options si possible contradictoires ou complémentaires pour donner sens au sujet ;
- trouver éventuellement une hypothèse médiatrice qui soit susceptible de réconcilier les deux extrêmes dégagés du sujet.

De toute évidence la problématique nécessite d'avoir bien décrypté le sujet et de s'astreindre à en voir les enjeux. Ainsi et seulement ainsi s'imposera la problématique :

- comme question sous-jacente à l'énoncé du sujet, qui lui donne son sens et son extension ;
- comme ce qui permet de passer d'un libellé classique, pour ne pas dire banal, à un sujet propice à une réflexion personnelle ;
- comme ce qui permet de structurer le devoir, lui donne son ton personnel, facilite la progressivité du développement et permet de conclure en apportant sa propre réponse.

Le poète s'enflammera devant une problématique et en fera « le vent qui gonfle les voiles » des beaux sujets, plutôt que la petite brise où s'encalament les petits sujets dits « de cours », sans intérêt majeur :

- problématiser c'est mettre en tension le sujet pour en dégager le sens profond, second non immédiat ;
- problématiser ce n'est pas recopier la question posée, fut ce avec des synonymes et ânonner le sujet ;
- problématiser, c'est à partir des définitions des termes du sujet révéler une contradiction, faire jaillir un paradoxe, le décortiquer et en mesurer l'importance ;
- problématiser c'est souvent poser une question qui ouvre deux ou trois possibilités que le développement reprendra et confrontera ;
- problématiser c'est proposer un concept intermédiaire, alternatif au cœur du sujet, un angle d'approche soit spatial soit temporel qui puisse permettre d'éclairer de façon originale le sujet proposé. Exercice difficile ? Certes ! Impossible ? Non ! Décisif ? Oui ! Désespérant ? Jamais car si on se résout à comprendre qu'il faut dans un devoir démontrer, raisonner, penser un problème, problématiser donc on aura tout lieu de penser que la problématique amont sera rapidement opérationnelle et originale.

Exemple. La Russie puissance retrouvée ?

Contraste pour ne pas dire fossé entre la Russie de 1991 et celle de 2015, entre une Russie implosée au cœur de la CEI, affaiblie et engagée pour des observateurs obnubilés par l'acmé de la puissance américaine dans un déclin irréversible et la Russie d'aujourd'hui, qui a mis la main sur la Crimée, menace de faire de son gaz une arme décisive, bloque les solutions au drame syrien, et retrouve les accents antioccidentaux de la bataille idéologique de la guerre froide... et accessoirement abrite E Snowden (provocation vis-à-vis des États-Unis). Pourtant, le défi russe géopolitique paraît moins perturbant que le défi chinois dont les fondements géoéconomiques inquiètent. À l'heure des sanctions occidentales, de la recherche contrainte d'un cap asiatique, de retard dans les réformes et d'un socle démographique fragile, la Russie ré-émergente apparaît peut être plus comme une puissance rétablie qu'en superpuissance établie. Son « retour dans l'Histoire » (prédiction de Zbigniew Brzezinski) et dans le jeu mondial est-il une marche irrésistible ou une illusion d'optique face à une économie pour le moment hors jeu ?

Exemple. Le Moyen-Orient, creuset des risques et des mutations des rapports de force mondiaux du XXI^e siècle naissant.

« Arc de crises » selon l'expression de G. Mutin qui court du Maghreb à l'Asie centrale, concentrant l'ensemble des conflits de la planète depuis la fin de la guerre froide, le Moyen-Orient va de blocages en impasses tant dans la confrontation israélo-palestinienne que dans les prétentions hégémoniques d'un Califat en Irak relevant à peine des déchirements intercommunautaires, ou au Yémen miroir à ses dépens des rivalités régionales irano saoudiennes. Cette « logique du chaos » qui imprègne le Moyen-Orient, l'impuissance de la région à accéder à une stabilité économique démocratique et interétatique sont-elles le fruit d'une exception Moyen-Orientale ou ne sont-elles que le révélateur de l'incapacité de la communauté internationale à résoudre les conflits qui la menacent ?

Le jury attend non pas le plan mais un plan !

Il n'existe pas un plan mais des plans possibles... Ce n'est pas une raison pour se dire que tout plan est recevable.

Le plan en trois parties a les faveurs des jurys. Il répond aux règles de la scholastique, aux canons universitaires, aux règles de l'harmonie, aux premiers pas de l'humanité dans la technique du plan (causes, faits, conséquences) aux principes mêmes qui fondent le christianisme dirons les inconditionnels de la trinité : au nom du père, du fils et...

Le meilleur plan n'est pas celui qui sera nécessairement produit dans le corrigé type que vous trouverez dans des annales et que vous apprendrez. Un plan se vit individuellement, se déroule en fonction des humeurs de chacun, du contexte, des exemples retenus. Un plan n'est que la charpente d'une démonstration qui doit être sans faille, d'une logique irréfutable déconcertante parfois de simplicité. Il évite la juxtaposition insipide de faits, le déballage facilite l'ordonnancement des informations

Il est d'autant plus apprécié qu'il est équilibré, structuré en parties homogènes aux titres efficaces (possibilité de phrase annonce-plan résumant la partie) et aux enchaînements logiques et habiles.

Voilà un exemple pour vous convaincre :

Exemple. 1918 un monde nouveau ?

« La guerre c'est un massacre de gens qui ne se connaissent pas au profit de gens qui se connaissent mais ne massacrent pas » (Paul Valéry, Cahiers, 1894-1947)

W. Rathenau « *un événement d'une portée révolutionnaire bouleversant l'ordre social et économique de l'Europe* »

Karl Kraus intellectuel viennois : 1914-1918 » *les derniers jours de l'humanité* »

Stefan Zweig ses mémoires « *le Monde d'hier...* ». Guerre de 1914-1918 la fin d'une époque ? Un Monde nouveau avec ses représentations mentales, son organisation sociale, son ordre géopolitique et ses rapports de force nouveaux.

I. L'ordre établi bouleversé

L'entrée dans l'âge des extrêmes (E Hobsbawm) : l'entrée dans la *barbarisation* avec la guerre à outrance cf. premières expériences de destruction aériennes Le coût traumatisant d'une guerre totale : les chiffres de la mort, les hypothèques sur l'avenir (classes creuses) les dérives financières la découverte de l'inflation

Les traumatismes « la fin de la civilisation bourgeoise » (E Hobsbawm) d'autant plus fort que la guerre succède à l'apogée des certitudes de cette civilisation

Les révolutions filles de la guerre en réaction contre la guerre : la guerre accélérateur de l'histoire (intérieur et colonies)

II. Une nouvelle donne sociale et économique fondatrice de nouvelles priorités

Vers l'économie mixte : la nouvelle partition du rôle de l'État

Vers de nouveaux contrats sociaux : femmes, ouvriers, méthode de travail

Vers de nouvelles valeurs : l'illusion pacifique, le nouvel ordre commercial, les frustrations collectives et leur expression belliqueuse l'ultranationalisme, l'utopie salvatrice (cf. le paneuropéanisme)

III. L'entrée de plain pied dans l'ordre géopolitique du XX^e siècle

La dislocation du vieux continent « *les lumières de l'Europe s'éteignent et il est possible qu'elles ne se rallument plus de notre vivant.* Edward Grey ministre britannique des affaires étrangères la fin des Empires : 4 empires effondrés russe ottoman austro hongrois allemand les nouvelles frontières le retour des nationalismes Balkans le nouveau redécoupage du Moyen-Orient

La paix américaine, l'américanisation du monde, et son prix. « *Nous assistons au déplacement du centre de gravité du monde hors d'Europe nous voyons sa fortune passer aux mains des peuples de l'Amérique et de l'Asie* » A Demangeon.

La mise en place de la « grande illusion du XX^e » (F. Furet)

Une nouvelle gouvernance ?

La Grande Guerre véritable amorce du XX^e siècle, ce « *court XX^e* » qui somme toute d'étend de 1914 à 1991

Le jury souhaite un développement fluide et cohérent

On ne saurait trop insister sur la qualité de l'écriture: pas de risque de notation graphologique mais tout de même ! Il ne faut pas jouer avec l'inconscient et les fantasmes du correcteur : écriture mature plus que écriture éléphanterque préadolescente. Pas de typexmania, aérez le devoir par des paragraphes structurés, pas d'échafaudage oublié (1Aa, 2Aa) des croquis ou graphiques insérés dans le corps du devoir mais judicieusement choisis pour compléter une démonstration). !

L'orthographe est bien sûr traquée par les correcteurs : il existe des excès qui appellent une sanction ferme irrévocable, et on peut dire que 30 fautes est la limite de l'intolérable et Ecricome a même établi une bas de régression de la note en fonction des transgressions des bons usages de l'orthographe. Évitez les fautes les plus courantes, surtout dans des termes que vous utiliserez quotidiennement dans votre profession : développement, barril, essort, trafic, dollard, en temps que, protectionisme, 29 pour 1929, golf du Mexique, colonnisation, état bonds du trésor, multi-nationale, exode rurale, Miterand, Nixon, Schum Peter, pétrole, prix Nobels...

Les ordres de grandeur sont préférables aux chiffres bruts.

Le langage doit impérativement proscrire le vocabulaire anglo-saxon non traduit par paresse (pas outsourcing mais externalisation, gap céréalier mais déficit céréalier), le globish en usage chez les prépas riche en « isme » et « ion » (triadisation, optimisation). Booster doit rester utilisé dans les salles de musculation !

N'abusez pas des parenthèses; préférez les formulations directes.

Oubliez les abus de formules « passe partout » qui vous donnent l'impression que vous réfléchissez mais qui allègeraient tant le devoir si elles disparaissaient : « il n'est pas peu important de dire », « il semble incontournable de penser que »...

Le jury est très attentif à l'introduction

L'introduction est une carte de visite, elle donne le ton (et la notation...) du devoir. Ses étapes sont codifiées :

- Impérativement il faut privilégier une attaque perpendiculaire du sujet, quitte même à s'imposer la règle d'un terme du sujet dès la première phrase de l'introduction pour éviter toute attaque grandiloquente et hors sujet : « de tout temps... »...
- Il convient de définir des notions centrales du sujet si cela est utile. Une accroche est possible par un paradoxe, une juxtaposition d'événements ou deux réflexions contradictoires, ou une citation (sans automaticité). Éventuellement, on peut évoquer un contexte qui légitime le sujet suivi d'une problématique claire.
- Elle ne doit pas se terminer par un bouquet de questions plus ou moins oiseuses qui masquent mal l'incapacité à dégager une problématique, et à choisir une option. Elle doit être ni trop courte, ni hypertrophiée, mais ne saurait oublier l'annonce du plan balisée non par des « nous verrons » mais par des chiffres (1, 2, 3) pour jaloner les parties.

Exemple. « La Russie n'est pas un pays asiatique mais un pays d'Europe dont la puissance est asiatique » (H. Carrère d'Encausse)

La question se pose au niveau de l'espace russe : ce territoire central ouvert sur Europe, l'espace asiatique, le monde musulman sans oublier l'arctique. ... Sa position à cheval entre Europe et Asie lui donne capacité à se projeter dans les deux espaces elle qui cependant a 2/3 de son territoire en Asie et 1/3 en Europe. La question émerge aussi au niveau de la puissance c'est-à-dire de « cette capacité de faire, de faire faire, d'empêcher de faire et de refuser de faire » dans la mesure où la Russie se veut puissance ré-émergente, augmente ses dépenses militaires de 10 % depuis 2011 dépasse la France et le Royaume Uni depuis 1990, une renaissance fragile mais effective surtout si on lui donne sens : vers l'Europe en essayant de préserver son étranger proche ou/et vers l'Asie en partenariat avec la Chine pour éviter l'encerclement des États-Unis ? Avec le « basculement du monde » vers l'Asie, la Russie a-t-elle les moyens de faire de l'Asie le levier de sa puissance renouvelée ? Ambiguïté ? Rééquilibrage ? Ou choix déterminé et clairement installé ?

I. Une indéniable légitimité européenne de la Russie : la Russie et la « Maison Europe »

- des frontières européennes inclusives et une histoire magnétisée par l'Europe...
- des échanges croisés dynamiques et pérennes ?
- Un tropisme par défaut vers l'Europe ? Déceptions vis-à-vis de la CEI qui peuvent œuvrer en faveur d'un ancrage européen ;

II. Des frictions avec l'Europe et un désir de reconstituer la puissance russe : le rééquilibrage au profit de l'Asie

- A. La matrice asiatique de l'Histoire russe autant que la géographie d'un État continent
- B. Le retour de l'Histoire nécessairement asiatique pour la Russie
- C. *La situation actuelle* explique un nouveau positionnement de la Russie : sanctions occidentales et tropisme vers la Chine

III. La Russie puissance eurasiatique difficile à matérialiser : Volonté ne veut pas dire réalité

- A. Asie Europe la valse hésitation : toujours des ambiguïtés :
Quand Pierre le grand veut s'occidentaliser cela ne l'empêche pas de perpétuer des pratiques hors des lumières : coercition et servage. En exil à la cour
- B. Les rendez vous ratés eurasiatiques d'une Russie réémergente comme puissance
- C. Des Choix radicaux risqués

Conclusion

Désormais Russie puissance europacifique Volonté de privilégier l'Asie sans renier ce qui a fait le passé de la Russie depuis les XVI^e et XVII^e. L'épaisseur de l'Histoire ne peut être évacuée « *En Europe nous avons été des ramasse miettes, en Asie centrale nous serons des seigneurs. En Europe nous avons été des Tatars, en Asie nous serons à notre tour des Européens* » Dostoïevski diagnostic d'une étonnante actualité.

Exemple. La place de la France en Europe et dans le monde : une puissance déclassée ?

Accroche

« La France oscille entre la prétention de puissance et la peur du déclassement », voici le constat dressé dans *Le temps des Chimères* (2009) par Hubert Védrine, ancien conseiller diplomatique de François Mitterrand devenu ministre des Affaires étrangères du gouvernement de Lionel Jospin. Pour ce spécialiste de la géopolitique mondiale, la France serait donc une puissance singulière, la paradoxale « grande puissance moyenne » de Valéry Giscard d'Estaing.

Définition du sujet

Cet oxymore reflète bien la place originale de la France aujourd'hui en Europe et dans le monde. En un siècle, la France a été déclassée du 2^e au 5^e rang mondial en terme de puissance économique. Elle n'est donc plus la puissance coloniale, démographique et militaire d'antan (fin du XIXe siècle), mais elle occupe toujours une place capitale en Europe et dans le monde, tant au niveau culturel qu'économique ou diplomatique. Or la puissance est bien cette capacité à influencer par son modèle et à imposer ses choix, combinant des facteurs objectifs et quantifiables comme le territoire, la population, les capacités militaires et le potentiel économique (*hard power* de Joseph Nye), et d'autres éléments déterminants mais plus difficilement quantifiables comme l'influence idéologique, le rayonnement culturel, un pouvoir de conviction et une capacité à séduire et à attirer (*soft power*).

Problématique

Certes la France s'est vue dégradée sa note par Standard and Poor's en janvier 2012 et a perdu son AAA, puis en novembre 2013 elle est passée de AA+ à AA. Mais pour autant, le déclin français est-il vraiment une réalité ou est-il plutôt l'expression d'une angoisse typiquement française, exacerbée par les médias ? De même que les historiens de la Belle Époque (comme Patrick Fridenson) sont revenus sur la notion de « retard français » au profit d'un modèle de croissance spécifique, ne serait-il pas plus approprié de parler pour la France d'aujourd'hui de puissance singulière ou originale au lieu du qualificatif de « puissance déclassée » ?

Annnonce du plan

La France a démontré par le passé et encore aujourd'hui qu'elle était capable d'influer sur l'Europe et sur le monde. Pour ce faire, la France revendique une singularité, un modèle propre, qui la distingue au risque de la marginaliser. Ainsi, elle est bien une puissance moyenne, à relativiser, qui subit la concurrence d'autres puissances en Europe et dans le monde.

Le jury est en phase avec des plans équilibrés, cohérents, construits plus que ciselés efficaces plus que grandioses !

Le plan doit être équilibré ; de nombreuses troisième parties se révèlent bâclées ou creuses ou se bornent à répéter ce qui a été dit.

La dissertation n'est pas une récitation de cours ou de fiches mémorisées mécaniquement.

Il ne sert à rien de remplir le développement de multiples chiffres (parfois copiés de documents) et dates. Il ne faut pas oublier les exemples régionaux.

La dissertation doit être une démonstration organisée autour de concepts de notions qui doivent toujours être illustrés par des exemples développés et variés. Même lorsqu'un candidat est pris par le temps on devrait trouver dans la conclusion une réponse à la problématique posée au départ et une ouverture du sujet.

Donc : démontrer plus que débiter, construire plus que narrer, illustrer plus que quantifier, articuler plus que sédimer des connaissances... et conclure.

La bonne copie montre. L'excellente copie démontre...

Le jury n'aime pas les mots « en conclusion » pour autant il raffole des conclusions

La conclusion est indispensable, Fut ce par un décroché et deux trois lignes montrez que vous n'avez pas cédé à la facilité, à la bousculade en fin d'épreuve et que vous savez que cette ultime impression que vous laissez en conclusion est vitale.

Elle doit être soignée dans tous les cas car c'est sur cette dernière impression que le correcteur va en quelques secondes décider d'une note élaborée au cours de la lecture du devoir et confirmée ou infirmée par... la conclusion.

Elle ne doit pas être une voiture balai de tous vos oublis.

Elle ne doit pas ouvrir une nouvelle réflexion sur un nouveau sujet fut-il proche de celui que vous venez de traiter.

Elle ne doit récapituler ce qui a été dit que succinctement et au travers des certitudes (ou des doutes) qui demeurent au terme de l'étude. évaluer les difficultés de trancher face à la question posée, exprimer une opinion personnelle en répondant à la question posée (quelle qu'elle soit) ouvrir une perspective nouvelle limitée dans l'espace et le temps (en évitant les prévisions moralisantes ou hasardeuses), proposer parfois une comparaison pour dégager le sujet de son caractère national étroit. Pour éviter de nouveaux mini-devoirs, il faut limiter à quelques lignes la conclusion mais pas moins de 10 lignes !

Avec l'introduction elle doit être rédigée avant la fin du devoir pour lui garantir lisibilité, efficacité, nuance, fluidité. Cette dernière impression laissée au correcteur doit faire partie du jeu de séduction et peut même permettre d'emporter la décision.

Exemple. Conclusion du sujet : le modèle latino américain est-il exportable aux autres pays du Tiers-Monde ?

La notion de modèle est donc très **réductrice** car unité, exemplarité et efficacité sont aussi risques de formalisation excessive, de globalisation hâtive, de négation de spécificités historico géographico-culturelles. La notion de modèle à bien des égards est **ambigüe** car elle induit peut être le couple exemplarité / exemple à imiter or ce dont à besoin le Tiers-Monde c'est plus d'innovation, de transpiration personnelle que de transposition de modèle (paraphrase de P Krugman); Un modèle plaqué n'est jamais pleinement satisfaisant (les pays du Tiers-Monde doivent particulièrement le savoir quand on évalue les dégâts du néocolonialisme). Mais le « *compter sur ses propres forces* » a aussi des implications désastreuses si on le conçoit dans le jusqu'aboutisme (cf. Chine des années 1960). Greffer plusieurs modèles, tenir compte des legs de l'histoire, rechercher un consensus national est la seule façon de faire émerger des économies du sous développement. C'est ce qu'a essayé de faire l'Amérique latine dans les différentes phases de son développement mais la roue tourne trop vite en Amérique latine. Cette terre des excès et des extrêmes n'est pas une terre où peut se figer un modèle. C'est peut être pour cela que l'Amérique latine est un sous continent oublié : effet d'optique ou réalité on s'intéresse plus à l'Asie et aujourd'hui on parle plus de l'Afrique que de l'Amérique latine lorsqu'il s'agit de

parler d'émergence, de modèle quand ce n'est pas de nouveau centre de gravité de l'économie mondiale.

III. Le timing réussi d'un devoir fait partie du succès

- phase 1. Lecture du sujet : étude des concepts, identification des pièges possibles et erreurs d'interprétation, aucun sujet ne va de soi... : 5 mn.
- phase 2. Information : drainage de connaissances / balayage des angles morts du sujet / choix d'un type de plan et redistribution des connaissances : 45 mn.
- phase 3. Rédaction de l'introduction, des phrases annonce plan, d'une amorce de conclusion : 10 mn.
- phase 4. Rédaction : 130 mn.
- carte : 45 mn.
- relecture pour l'orthographe à ne sacrifier à aucun prix : 5 mn.

Si l'épreuve ne comporte pas de carte on pourra ventiler les 45 mn en 30 mn de rédaction, le reste à l'élaboration du plan.

Au-delà de ces quelques conseils de bon sens reste que la dissertation est un art subtil qui s'apparente au labeur des abeilles « *elles pillotent deçà delà les fleurs mais elles en font après le miel qui est tout leur ainsi des pièces empruntées d'autrui il les transformera et confortera pour faire un ouvrage tout sien, à sçavoir son jugement* » (Montaigne, *Essais*, livre premier, chap. XXVI).

L'Afrique subsaharienne, un espace à l'écart du monde ESCP 2014

Dans les commentaires :

- en **gras**, sont indiqués les points positifs de la copie ;
- en *italiques*, les points négatifs.

I. Une copie enivrante ?

[Elise Bénistan, Lycée Michelet, Vanves]

Commentaires

1. Références bibliographique mais ne pas trop abuser surtout en anglo saxon !

2. Bonne accroche *on a souvent plutôt comparé Côte d'Ivoire et Corée du Sud*

3. Volonté louable de circonscrire l'espace du sujet

4. Sens de la formule ; ne pas trop en abuser

5. Bonnes références *même si attendues*

6. Problématique un peu rapide et vague mais elle a le mérite d'exister et l'interpellation du monde est un bonus

7. Une annonce de plan classique avec deux plus : le

Texte de la copie

Dans les années 50, Gunnar Myrdal parlait de l'Asian drama [1] (le drame asiatique) et J. Le Bihan prophétisait le Zaïre (aujourd'hui République démocratique du Congo) comme futur miracle africain tant il était capable de mobiliser des ressources naturelles variées. Aujourd'hui, la Corée du sud, membre de l'OCDE a le 12^e IDH mondial (0,909) tandis que le Zaïre stagne au 186^e Rang mondial [2]. Un tel décrochage peut s'expliquer par le fait que l'Afrique subsaharienne c'est-à-dire l'Afrique noire [3] (excluant Maghreb, Egypte, Libye) n'a pas su installer des gouvernements stables après les indépendances, et mener des politiques « développementistes » comme en Asie. les États de l'Asie Pacifique et notamment les NPIA (nouveaux pays industrialisés) et la Chine l'empire du milieu devenu 1^{re} puissance économique par son PIB à parité de pouvoir d'achat ont su tirer les avantages de la mondialisation, plus qu'être tirés seulement par la mondialisation [4], alors que l'Afrique subsaharienne s'est laissée dépasser, submerger, quand ce n'est pas éviter par ce processus. Après la décennie du chaos (1990-2000) une décennie de guerres fratricide et de déperissement économique africain Stephen Smith peut affirmer que l'Afrique est le continent de « l'aide inutile », qu'elle est au « bord du monde » dans son cri d'alarme *Négrologie* de 2003 [5].

Ainsi sera-t-on conduit à se demander quels sont les facteurs qui empêchent l'Afrique de s'insérer convenablement au mieux de ses intérêts dans la mondialisation ? Quels défis cela représentent-il pour le monde [6] ?

L'Afrique n'a en effet pas su s'insérer dans la dynamique mondiale pour une somme de raisons (1). Il semble tout de

candidat évite les formulations lourdes et longues (et en première partie...) Et surtout le plan est simple mais pas simpliste, évolutif sans être cadencé dans les repères chronologiques et adapté au sujet

8. *Rhétorique que de crimes on commet en ton nom !*

9. **Rappel du sujet mise à l'écart judicieux...**

10. *Orthographe ! Il faut expliciter par un exemple le caractère péjoratif (Falés esclaves ; Ethiopiens faces brûlées)*

11. *Citer l'auteur : Félix Faure*

12. **Bon exemple du père de la Côte d'Ivoire qui a été l'un des auteurs du concept de « Françafrique » pour illustrer l'ampleur de relations ambiguës et déséquilibrées**

13. *vocabulaire pas très économique. Le chiffre des IDE aurait été le bienvenu : 59 mds en 2009 contre 72 l'année précédente soit à peine de 5 % de IDE mondiaux*

14. **aller retour avec la carte préconisé sans abus**

15. *orthographe affiner la relecture*

16. **Après des banalités, remarque juste sur le marché intérieur et la moyennisation difficile dans l'insécurité**

17. *Je ne parierais pas sur cette statistique qui n'est pas dans le rapport récent de Oxfam ! Bien de citer un des lions africains au*

même que si elle est parvenue à s'insérer c'est en s'intégrant par la pire des voies (2). L'Afrique subsaharienne et ses situations extrêmes doivent mener les différents acteurs du sous continent à se remettre en question pour s'approprier la mondialisation (3) [7]

La première raison [8] expliquant la mise à l'écart [9] de l'Afrique de la scène mondiale et du commerce du monde est la colonisation prédatrice, et singulière : seul continent passé sous domination étrangère exceptée l'Éthiopie. En effet ce fut une expérience traumatisante pour les États d'Afrique subsaharienne avec le travail forcé dans les plantations, le classement des populations en ethnies [10] (terme à la base péjoratif) pour pouvoir mieux les administrer. Les indépendances coûteuses en hommes (Cameroun jusqu'en 1971 près de 100 000 morts) ont ensuite mis au pouvoir des hommes forts souvent des leaders de mouvements de libération comme L Sedar Senghor au Sénégal, ces dirigeants ont alors maintenu des relations avec leur métropole extrêmement déséquilibrées installant « *une dépendance dans l'interdépendance* » [11] et des détournements de fonds montrant qu'ils se servent de l'État plus qu'ils n'en sont au service. Houphouët Boigny [12] a puisé dans l'argent du cacao en Côte d'Ivoire. les États africains ont alors délaissé leurs fonctions régaliennes, très peu investi dans l'éducation et les infrastructures condition pourtant nécessaire pour être compétitif un lieu propice [13] aux investissements étrangers et donc s'insérer dans la mondialisation. Les États ont préféré mener des epolitiques du cargoe cad l'attente de l'aide humanitaire en provenance majoritairement de l'Europe (cf carte) [14] (60 % des APD aides publiques au développement, de l'OCDE)

De plus l'Afrique subsaharienne ne peut se projeter dans le Monde tant qu'elle ne sera pas stabiliser [15] politiquement. En 2000, 35 pays africains sur 53 étaient en guerre ouverte ou larvée. Cette instabilité fait fuir les investisseurs détruit les infrastructures décime la force de travail empêche la constitution d'une classe moyenne et d'un marché [16]. Lorsque le développement et la stabilité en sont pas couplés on observe un accroissement du phénomène de fuite des cerveaux manière peu profitable, et à sens unique pour l'Afrique de s'insérer dans la mondialisation. Ainsi voit on qu'il y a plus de chefs d'entreprise aux EU en Europe qu'en Afrique (mention spéciale à un milliardaire africain d'origine soudanaise Mo Ibrahim qui a créé une agence de notation des pays africains en fonction de la gouvernance de chacun d'entre eux) De plus les richesses sont inégalement réparties en Afrique (100000 personnes détendraient 60 % du PIB du continent [17]) ce qui provoque la marginalisation des classes moyennes. Ainsi existe-t-il plusieurs

même titre que l'as des télécom malgaches Hassanein Hiridjee

18. *On tourne un peu en rond.
Pas assez précis mais effet de bilan assuré*

19. *Citation exacte « aujourd'hui la mondialisation, ça ne marche pas pour les pauvres du monde. Ça ne marche pas pour la stabilité de l'économie »*

20. *Erreur ! Il s'agit plutôt de la Rép centrafricaine*

21. *Manque cruel d'exemples ; Cf les hostilités accrues vis-à-vis de la Chine à Lusaka ou Alger*

22. *Erreur assez grave car la dynastie Bongo s'accommode mal de la démocratie ; il s'agissait du Ghana*

23. *Formule brillante à décrypter par un exemple des valeurs propres de l'Afrique clanisme communautarisme*

24. Très bon bilan de l'ouverture de l'Afrique qui combine idées, chiffres, référence

25. Une fois de plus la transition est à l'ordre du jour

facteurs empêchant l'Afrique subsaharienne de s'insérer dans la mondialisation la décrédibilisant politiquement et économiquement aux yeux du monde [18].

Enfin l'Afrique subsaharienne est à l'écart du monde car elle-même rejette le reste du Monde ou plutôt l'Occident. Avant et pendant la décennie du chaos, plusieurs forces ont concouru au dessaisissement des fonctions de États et ont mené au rejet du modèle occidental. J Stiglitz montre que « *la libéralisation du commerce a été faite par les riches et pour les pays riches sans tenir compte des pays pauvres* [19] » L'ouverture de l'Afrique a été chèrement payée par les États africains et les populations en étant confrontés à la concurrence mondiale de plein fouet. Julius Nyerere comparait la mondialisation pour l'Afrique « *à un ring où les PMA étaient affrontés à... Cassius Clay ex Mohamed Ali* ». Le riz asiatique a été massivement importé au Sénégal menant au dépérissement des paysans cultivant riz et mil. Les politiques d'austérité et de privatisations ont mené la RDC à ne plus avoir de prison. [20]

Ainsi on voit apparaître des mouvements de rejet de ce développement plaqué venu de l'extérieur [21], des contestations des politiques d'ajustement libérales imposées. De plus l'Afrique est loin de porter les valeurs occidentales et a du mal à les intégrer. Elle peine par exemple à intégrer un processus électoral démocratique un système où pour quelques voix de plus un candidat peut l'emporter sur un autre (même si au Gabon [22], ou au Nigéria l'alternance s'est faite dans ce cadre sans heurts) et on préfère des scores à la soviétiques (garantis chez Paul Biya (32 ans de règne sans partage,réélu au Cameroun en 2011 avec 77,99 % des voix pour un mandat de 7ans au Cameroun face à 23 candidats) l'Afrique est une société de liens plus que de biens [23] défendant des valeurs différentes que celles portées par la mondialisation

On ne s'étonnera pas de voir donc l'Afrique marginalisée dans le commerce mondial avec 2 % du commerce mondial en 2000 moins de 4 % du commerce mondial désormais alors qu'elle représente 13 % de la population mondiale [24]. Le commerce intra africain pourtant est encore marginal (moins de 15 % de son commerce mondial)et à l'exception du Nigeria et de l'Afrique du Sud peu de pays ont une taille critique suffisante à l'exportation de produits manufacturés dans et à l'extérieur du continent L'historien Ki Zerbo ne rappelait -il pas que « *l'Afrique subsaharienne n'avait pas même un stylo à exporter* », vision caricaturale et dépassée désormais

L'Afrique n'a pas su vouloir par sa structure et son histoire s'inscrire dans la mondialisation Si elle le fait c'est par la pire des voies [25].

26. Sans être chronologique, le plan a un ADN chronologique.

27. Expression un peu maladroite

28. Mix de deux citations du géologue belge Cornet et de Alpha Condé ?

29. C'était 93 % en 2003...

30. L'inévitable théorie des 3 rentes de S. Brunel est convoquée mais je ne suis pas sûr que ce soit de façon très précise ; la musique y est mais pas les paroles : la rente stratégique l'Afrique devenant une priorité stratégique et la stabilisation des États, leur démocratisation, la traque des sanctuaires terroristes une priorité...

la rente du DD avec deux priorités du développement durable : la lutte contre la pauvreté, et la préservation des espaces considérés comme « vierges » S. Brunel y ajoute même la rente compassionnelle véhicule de l'aide

31. Vite dit mais pas vite fait

32. Bon exemple dans une Éthiopie qui se rêve lion africain émergent en 2025 par ses liens croisés avec la Chine et aussi la Turquie qui trouve main-

Après la colonisation [26] l'Afrique a maintenu son économie se basant sur l'exploitation des matières premières, et sur la rente géologique. L'Afrique subsaharienne possède ainsi 1/3 des ressources minérales de la planète qu'elle exploite et exporte au travers du monde [27]. Mais Alpha Condé dira l'Afrique est « un scandale géologique dont les ressources n'ont jamais profité à la population [28] » Les États par manque de moyens et de volonté laissent l'exploitation à des firmes étrangères La firme Rusal Russe au Mozambique pour la bauxite ou la firme Rio Tinto a commencé à exploiter le plus grand gisement du monde et le groupe chinois Wisco a obtenu une concession de 30 ans sur le fer du gisement de Soalala (600 MT de réserves) L'Afrique s'inscrit donc dans un « scramble for Africa » Pour s'insérer durablement, faire profiter la population de la manne l'Afrique doit s'efforcer de transformer ses matières premières créer des industries en parallèle et surtout s'approprier la rente Ainsi alors que le Nigeria est la première puissance africaine et base sa croissance sur le pétrole 63 % M de sa population vit avec moins de 2 \$ par jour [29] l'Afrique s'insère donc dans la mondialisation par ses matières premières sources de convoitises à travers le monde L'Afrique dispose de 3 rentes comme l'a montré Sylvie Brunel [30] : une rente stratégique car elle est positionnée entre Asie et Amérique au contact de l'Europe car elle n'est pas épargnée par l'onde de choc du terrorisme ce qui justifie l'intérêt des EU qui veulent se positionner sur ce front nouveau, une rente minérale matières premières est une rente verte pour ses terres arables (60 % des terres arables disponibles de par le monde) et son système productif non intensif pratiquant à contre cœur certes la décroissance malgré elle. Ces rentes attirent donc les grandes puissances du monde. Economie de rente et espaces extravertis sont très liés, rarement cependant on va de la matière première au produit fini comme le traitement à Edéa (Cameroun de l'aluminium importée de Guinée et la fabrication d'ustensiles domestiques en aluminium. Ces rentes expliquent a vue de l'Afrique avec les EU qui intègrent l'Afrique dans leur GMO (grand moyen orient), et lutter contre le terrorisme (Aqmi en étant le bras armé Al Qaida pour le Maghreb islamique). L'Afrique leur permet de se dégager du borborygme du Moyen-Orient [31] en important 25 % de leur pétrole du 3^e Golfe — Golfe de Guinée. La Chine investit elle aussi massivement en Afrique le commerce entre les 2 zones ayant été multiplié par 20 en 10 ans pour exploiter les matières premières mais aussi la main d'œuvre (emplois des Ethiopiens dans la chaussure par Huajian avec des salaires de 50 \$ 10 fois moins chers que les salaires chinois). L'Abyssinie sera un futur Pakistan attractif [32]. A l'échelle du continent, 48 chefs d'État africains se sont ainsi rendus à Pékin en 2006 au forum Chine Afrique Pékin faisant valoir l'ancienneté de ses relations et leur caractère développeur

d'œuvre et matière première (cuir).

33. Un peu dérangeant l'orthographe de s'insérer... utilisée quasi chaque fois

34. Partie utile mais un peu coupé collé tardif de cours ?

35. Contact du candidat avec l'actualité fécond

36. Chiffres à préciser et... à infirmer

37. Rétrospectivement on en frémit au regard des chiffres actuels

38. Bien d'écrire chaque fois Afrique subsaharienne et ne pas se contenter de AS ou ASS énigmatique (sud du Sahara !)

39. Nepad Anagramme à décrypter : nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique seule initiative hors des institutionnels de l'ONU.

40. Bien pour l'orthographe de la capitale sud-africaine

41. En Répétant à satiété le mot insérer le candidat martèle subliminalement au correcteur qu'il traite bien le sujet ; C'est une séance d'envoûtement qui peut être rémunératrice

42. Par ailleurs vision un peu angélique de la puissance impériale de l'Afrique du Sud pas partagée... par ses voisins !!

43. Bien d'avoir pensé à faire un

et non intrusif dans la vie politique locale. Ainsi l'Afrique s'inscrit elle dans la mondialisation au-delà de la relation historique Nord Sud dominée par les partenariats Europe Afrique

Mais l'Afrique s'insère [33] dans la mondialisation en étant le symbole de toutes les dérives et risques de la mondialisation [34]. Tout d'abord le terrorisme avec Aqmi ou encore Boko Haram au Nigeria (attentat revendiqué par la secte faisant 71 morts en avril 2014) [35]. Mais aussi les pandémies pas éradiquées avec 10 % des hommes [36] atteints du Sida et un million d'enfant mourant chaque année du paludisme. L'espérance de vie n'est que de 52,9 ans en Afrique subsaharienne les guerres intercommunautaires et religieuses en Centrafrique notamment où la France avec l'opération Sangaris intervient, après le Mali Les migrations dangereuses climatiques de réfugiés (14 000 morts en Méditerranée en 20 ans) [37]. Mais aussi la faim étant le seul continent où la malnutrition augmente (en 25 ans le nombre d'Africains au sud du Sahara qui souffrent de la faim est passé pour la FAO de 176 M en 1992 à 214 M en 2012). Ainsi l'Afrique paie un lourd tribut à la mondialisation est le symbole de tous les combats à mener au XXI^e siècle même si la mondialisation et l'extérieur en sont pas les seuls responsables de ces dérives. L'Afrique s'insère donc de façon négative dans la mondialisation et de nombreux défis sont à relever.

L'Afrique subsaharienne [38] est un défi pour l'Afrique du Sud puissance du continent. Elle représente un quart du PIB du continent son défi est donc de s'efforcer à passer le flambeau du développement à la région c'est le sens de l'engagement de renaissance africaine, de l'africanisation de la gestion des conflits, du lancement du Nepad [39] (cf carte) de la SACU En effet elle est une porte ouverte sur la mondialisation pour l'Afrique car elle symbolise la lutte contre le racisme avec la fin de l'apartheid en 1994 et les conférence de Durban 2001 et Johannesburg 2000 [40]. En faisant profiter les pays d'Afrique subsaharienne de sa place dans les Bric's ou le G3 Inde Brésil elle peut accélérer son émergence en créant de nouveaux marchés dynamiques eux-mêmes alors insérés [41] dans la mondialisation [42].

L'Afrique subsaharienne représente aussi un défi pour l'Europe qui doit réinvestir le continent au sens littéral du terme pour réguler, développer et accompagner l'émergence du continent sinon en profiter bien sûr.

Elle pourrait ainsi traiter les risques et les problèmes africains et non plus les contenir avec un programme (Frontex) La politique de codéveloppement de la région de Kayes étant un échec il faut la renouveler [43] et l'approfondir De plus cela permettrait à

bilan du codéveloppement à Kayes, grande idée aux oubliettes

La renouveler ? Suivant quelles modalités ?

44. Idée originale ponctuée de références suggérées efficaces

45. Expression un peu lyrico-dépressive

46. Erreur grossière car une voix, un pays... et pas de pays africain il est vrai au conseil de sécurité : confusion avec le FMI ?

47. style maladroit

Il est temps que le devoir s'achève ...

48. Bien de ne pas avoir utilisé l'expression « en conclusion »

49. D'autres performances à souligner que celle de la nation arc-en-ciel chez ceux que l'on surnomme les « fauves africains » (Angola, Mozambique) même si l'idée d'une Afrique usine du monde est prématurée

50. Bien de rebondir sur ce grand classique et d'oser détourner son titre

l'Europe de gagner en légitimité et influence en tant que puissance civile, humanitaire et de la norme plus que de la force. Finalement cela peut être profitable à terme car l'Afrique émerge et les classes moyennes les « *shining class* » africaines représenteront 400 M de consommateurs en 2050 et déjà ceux qui gagnent entre 10 et 20 \$ par jour représentent 13 % de la population et contrôlent 21 % des richesses. Elle peut donc devenir un gigantesque marché de substitution pour les produits européens mais aussi constituer un partenariat efficace

Finalement l'Afrique est un défi pour le monde pour la gouvernance mondiale [44] elle appelle à quel point la démocratie (difficultés à prendre pour modèle les printemps arabes) le développement (statu quo de l'Afrique sahélienne) et l'environnement (Afrique occidentale déversoir des déchets électroniques) doivent être un objectif de toutes les puissances

Mais l'échec de Copenhague en 2009 sur le financement de la croissance verte et la transition énergétique des pays émergents et en développement donc de l'Afrique subsaharienne montre l'impuissance du monde [45]. De plus il faut prendre conscience que l'on ne peut ignorer un milliard d'individus dans les organisations internationales (ils ne sont pas qu'un complément de majorité de circonstances) comme l'Onu où les EU ont plus de voix que l'Afrique [46]. L'Afrique n'est pas à l'écart du monde par son poids démographique mais aussi parce qu'elle rappelle au monde que le mode de croissance libéral est instable inégalitaire et non viable (PAS, inégalités) en bref l'Afrique prouve que la mondialisation possède de nombreuses dérives [47].

Ainsi [48] bien qu'au niveau commercial l'Afrique soit peu insérée dans la mondialisation en se basant sinon exclusivement du moins pour une grande part sur les matières premières à l'image de son commerce avec la Chine (80 % des importations chinoises avec 65 % de produits pétroliers) elle est tout de même présente sur la scène mondiale Elle s'ouvre à d'autres puissances et pas seulement en les subissant. Elle constitue des défis majeurs pour les puissances du monde au XXI^e siècle et pas seulement par ses pesanteurs.

Un leader régional [49], et acteur des pays émergents comme l'Afrique du Sud (50 % du PIB de l'Afrique subsaharienne avec le Nigéria) est la marque d'une Afrique qui refuse la fatalité d'une situation périphérique, dominée, « au bord du monde » selon S. Smith et nous invite à reformuler le titre de l'ouvrage de R. Dumont « l'Afrique est mal partie » [50] : l'Afrique est mieux ou repartie et est bien vécue désormais comme le « continent de toutes les promesses » et de toutes les inconnues.

Au terme de la lecture de cette copie, et du corrigé proposé il paraît utile de récapituler ce qui a pu justifier le **17/20**, visa d'ailleurs pour l'intégration de cette candidate à Sup Europe.

Mais le devoir a des qualités indiscutables :-

- Il mobilise des **connaissances honorables** sur le sujet, certes pas encyclopédiques parfois allusives, voire minimalistes mais l'impression d'ensemble est celle d'un devoir assez dense.
- Il trouve quelques fois **des formulations élégantes, des expressions efficaces**, des questionnements originaux témoignant d'une certaine maturité.
- Le sujet a **très bien ciblé** l'espace subsaharien bien défini d'ailleurs au cours du devoir comme le sud du Sahara (certains géographes préfèrent d'ailleurs l'expression sudsaharienne).
- **Le plan est net, simple sans être totalement simpliste**, cohérent et démonstratif (l'excellente copie démontre, la bonne copie montre...). Transitions, espaces, décrochés structurent visuellement le devoir.
- La **syntaxe est fluide** et **l'orthographe épurée** malgré la faute répétitive à s'insérer est très honorable et aucune faute ne vient déstabiliser la crédibilité du devoir excepté ethnologie... pour un devoir sur l'Afrique.
- Les références bibliographiques sont nourries, pas plaquées, pas ostentatoires et convoquées avec pertinence.
- Indiscutablement la carte a pu jouer un rôle : typologie finale, plan adapté à la dissertation, légende assez compacte, graphisme clair.
- Rien n'est plus important dans la notation que la comparaison, le classement des copies et nul doute que dans le contexte de la session, cette copie ait su trouver sa place pour faire partie des quelques 10 % de copies notées à plus de 15.

II. Une copie désolante ?

[L.B., Lycée Michelet, Vanves]

Commentaires

1. *On aurait aimé sur cet incontournable la date (1968)*
2. *idem pour G Myrdal qui mérite mieux que « on »*
3. **Difficile de ne pas apprécier la formule peu ou prou**
4. *IDH : développement humain*
5. *la Côte d'Ivoire ne fait pas partie des 34 pays africains PMA sur 48 dans le monde.*
6. *peu d'arguments pour dès l'introduction suggérer la situation de périphérie de l'Afrique subsaharienne*
7. *Une problématique ne consiste pas à recopier un sujet ou à affubler celui-ci de comment expliquer ?*
8. *1^{re} partie très mal vécue par le correcteur qui a valu dans la marge 3 points d'exclamation... Commencer par l'automutilation de l'Afrique relève de présupposés idéologiques qui ne sont pas consensuels depuis le discours de Dakar de N. Sarkozy... 2^e partie difficile à entrevoir*
9. *creux imprécis.*
10. **Bonne intention mais mal formulée (DTE)**
11. *Trop de jugements creux : comment L'agriculture est-elle non mondialocompatible ? par ses productions ? son retard technique ? (énergie nécessaire au secteur agricole assurée à 65 % par les hommes, 25 % par la*

Texte de la copie

Dans les années 60 [1] René Dumont évoquait « l'Afrique noire comme étant mal partie ». Au même moment, l'avenir de l'Asie paraissait tout aussi compromis : on parlait alors d'Asian drama [2] suite aux décolonisations. pourtant quand on compare deux États comme la Corée du Sud et la Côte d'Ivoire qui avaient peu ou prou [3] le même niveau de développement à cette époque on remarque que les deux pays (et les deux continents) n'ont pas suivi la même trajectoire. La Corée du Sud fait aujourd'hui partie des pays de l'OCDE et se classe au 12^e RM pour l'IDH (indicateur de développement [4]) tandis que la Côte d'Ivoire fait partie des PMA (pays les moins avancés [5]) Aussi semble t il que le sous continent soit marginalisé dans le processus de mondialisation [6].

On se demande alors : comment expliquer que l'Afrique subsaharienne soit à l'écart du monde ? Y a-t-il un fatalisme à cette mise à l'écart ? [7]

A priori l'Afrique subsaharienne se met elle-même à l'écart du monde (1) Même quand il se développe le sous continent est mis à l'écart du monde 2) l'heure semble être aujourd'hui à « un réveil africain » l'Afrique subsaharienne ne peut plus rester à l'écart du monde 3) [8]

L'Afrique subsaharienne s'autoexclue de la mondialisation Cela est lié à un développement économique peu élevé [9] (A) une instabilité politique et sociale (B) et à de nombreuses tensions géopolitiques (C)

Les performances économique de l'Afrique subsaharienne sont le reflet de cette mise à l'écart du monde. le sous-continent ne représente que 3 % du commerce mondial. Peu de pays sont insérés dans la globalisation des échanges des flux de capitaux au mieux certains sont mono exportateurs et subissent souvent la détérioration du terme de l'échange [10]. L'agriculture [11] très peu modernisée joue encore un rôle très important dans les économies de l'Afrique subsaharienne et n'est pas toujours mondialocompatible. L'Afrique subsaharienne manque d'infrastructures et d'industries Axelle Kabou [12] pense que le continent est responsable de cette situation : l'Afrique refuserait le développement car il est mu de l'étranger [13]. En conséquence c'est en Afrique subsaharienne qu'il y a le plus de PMA aujourd'hui dans le monde [14].

force animale et seulement 10 % par les moteurs ?

12. Bonne référence à A. Kabou
13. sans toutefois critiquer cette vision

14. oui mais chiffres chiffres? :
PMA 34 en Afrique sur 48

15. Redondant pour désigner la somalisation de certains États.

16. Bonne référence aux biens mal acquis

17. et au clientélisme
18. Manque de précision sur les IDH

19. En se relisant le candidat aurait pu éviter ce truisme !

20. Surtout intraétatiques

21. Exemples ?

22. Insécuritaires : barbarisme

23. Quid de la gestion africaine des conflits et du rôle de la CDEAO ou de l'Afrique du Sud par ex ?

24. Sous Parties intéressantes

25. Date de ce partage de l'Afrique (1885)

26. Vite dit ; explicitez au moins le contenu

26bis. Date a minima Lomé 1975

27. contenu, dates et causes de l'abandon progressif de ces mécanismes de stabilisation ?

Par ailleurs l'instabilité politique des États subsahariens et la situation sociale ne leur permet pas de s'insérer dans la mondialisation. L'Afrique subsaharienne est une terre de collapsed et failed states [15] les États régaliens y sont souvent impotents [16] cela est dû la plupart du temps à une mauvaise gestion du pouvoir par les dirigeants pratiquant une politique classique du ventre JM Bayard [17] les élites ou les ethnies dirigeantes s'accaparent les ressources se servent de l'État et sont accusées de kleptocratie comme l'ont montrés les exemples de la famille Obiang ou Bongo. Au manque de démocratie s'ajoutent aussi les problèmes de santé de l'éducation en Afrique subsaharienne très mal gérés ce qui explique des IDH aussi bas [18].

Le sous développement et la guerre sont liés en Afrique subsaharienne : l'un engendrant souvent l'autre [19]. A ce titre le sous continent est la zone du Monde où il y a encore le plus de conflits (cf carte). Ils sont de différents types inter intraétatiques [20]. Il ya une propension à la guerre qui est due à la gestion des matières premières des contentieux pour les frontières ou des rivalités entre ethnies [21]. Cela en devient un facteur d'exclusion pour l'Afrique subsaharienne car les entreprises ne préfèrent pas s'établir dans des zones instables et insécuritaires [22]. La mauvaise gestion de ces conflits larvés par l'Afrique subsaharienne ne fait qu'amplifier le phénomène [23].

L'Afrique subsaharienne est donc partiellement responsable de cette mise à l'écart du Monde mais le rôle de l'extérieur en doit pas être évacué L'Afrique subsaharienne est toujours une arrière cour européenne (A) [24] l'Afrique noire est aussi mise à l'écart par la gouvernance mondiale (B) et par les perceptions de l'Occident (C)

Depuis le partage de Berlin [25] et la colonisation l'Europe a gardé des liens forts avec l'Afrique subsaharienne qui en a fait plus une banlieue qu'une nouvelle frontière. En ce sens elle met à l'écart l'Afrique subsaharienne Ses programmes de co développement sont des échecs [26] les différents accords de coopération (Yaoundé Lomé [26bis] puis Cotonou en 2000 au Bénin profitent plus à l'Europe qu'à l'Afrique subsaharienne. De même les programmes de stabilisation des cours des matières premières Stabex et Sysmin ont vite été abandonnés [27] laissant une nouvelle fois l'Afrique subsaharienne à l'écart du monde L'Europe essaie aussi de limiter les migrations subsahariennes. Elle se protège et accroît l'exclusion du continent.

La gouvernance mondiale et les instances internationales participent à la mise à l'écart de l'Afrique subsaharienne Le consensus de Washington (1989) et le néolibéralisme imposés

28. *Expliciter cette formule par ailleurs efficace même si grandes instances doit être remplacé par grandes institutions.*

29. bonne idée

30. *Chiffres controversés ; précisez la notion de classe moyenne cad des revenus de 10 à 100 \$ de pouvoir d'achat quotidien*

31. *Opération Frontex eut été bienvenue pour décrire cette Europe qui contient plus qu'elle ne subvient*

32. Bonne idée qui réjouirait Stiglitz transfuge de la banque mondiale ; Citez Négrologie

33. Bonne référence bibliographique venue au bon moment

34. Une typologie est toujours la bienvenue

35. *La CEDEAO*

36. *Monétaire ! type de faute à éviter.*

37. *Ex rôle de l'UA au Kivu au Darfour ...*

38. *Difficile de se rapprocher du Maghreb depuis les printemps arabes*

aux États Africains leur a été souvent préjudiciable.

En effet avec les plans d'ajustement structurels l'État régaliens a encore été affaibli en Afrique subsaharienne La place de l'Afrique subsaharienne dans le FMI ou à l'Onu n'est pas non plus significative si on la compare à d'autres ensembles en termes de population ou de superficie Au mieux dira t on que les grandes instances [28] perfusent l'Afrique noire aides alimentaires sanitaires ou militaires ainsi que des prêts mais pour autant le sous continent reste mis à l'écart.

La perception qu'ont les occidentaux de l'Afrique subsaharienne la condamne nécessairement à être mise à l'écart du monde. D'une part l'Afrique subsaharienne est médiatiquement perdante face à l'Asie [29]. De fait il est de bon ton de parler du basculement du monde vers l'Asie et de certaines de ses performances exceptionnelles mais on évoque rarement celles du développement africain comme le nombre de personnes apportant aux classes moyennes (200M soit plus qu'en Inde) [30] ou les taux de croissance de certains pays (Mozambique Angola) qui connaissent un boom économique. D'autre part, on préfère réserver à l'Afrique subsaharienne le statut de « continent de tous les risques, risques sanitaires, environnementaux, de migrations... etc... [31] Un certain afro pessimisme s'est installé en Occident avec l'influence d'auteurs comme Stephen Smith L'Afrique subsaharienne est isolée pour les occidentaux [32].

Pour autant l'Afrique subsaharienne ne peut rester à l'écart du monde JM Severino [33] ne parle-t-il pas du temps de l'Afrique

Il y a d'abord une volonté évidente de s'intégrer au reste du monde pour l'Afrique subsaharienne (A) avec des situations particulières qui diffèrent B) [34] L'Afrique subsaharienne devient un objet de prédatons extérieures (C)

L'Afrique subsaharienne tente de ne plus être à l'écart du monde et essaie de trouver une voie originale dans la mondialisation Il y a tout d'abord la multiplication d'unions régionales qui ont des politiques originales le [35] CDEAO par exemple incluse une union monétaire [36] avec le franc CFA ce qui permet une meilleure coopération entre les États membres. De même l'OUA devenue Union africaine en 2002 vise des objectifs particuliers pour que l'Afrique subsaharienne ne soit plus à l'écart du monde. Elle s'essaie à une gestion africaine des conflits [37] et s'inspire de l'UE pour à terme approfondir son modèle L'Afrique subsaharienne tente aussi de se rapprocher de l'autre Afrique le Maghreb [38] avec des forums pour affirmer son identité face aux autres puissances.

Les situations en Afrique sont cependant très variables (cf carte) Il faut d'abord différencier l'Afrique du Sud du reste des pays. Celle ci s'impose en leader de la zone, elle fait partie des Brics

39. IBSA

40. *Elle n'existe plus ! Rhodésie du nord = Zambie désormais et Rhodésie du Sud = Zimbabwe ; je doute que le candidat veuille désigner comme cela se fait parfois la région du Sud-Est de l'Afrique (Zambie Zimbabwe Malawi)*

41. *Golf Faute fatale !*

42. *exemples de Vale à Rio Tinto et Odebrecht*

43. *Faute impardonnable pour ce penseur chinois*

44. *Erreur : rien ne ressemble plus à Huawei (électronique) que Huajian ! (chaussure)*

Exemples ?

45. *Très bien d'avoir pensé à des rythmes différents et une typologie ?*

Idée juste

Comment ? tout ceci une nouvelle fois est imprécis

Bien de montrer l'hétérogénéité des situations

Evoker le G3

46. Formule à expliciter mais pertinente comme dans la première copie... un coupé collé de cours ?

propose un G3 original avec l'Inde et le Brésil [39] elle est plus insérée que les autres pays dans la gouvernance mondiale et est plus développée économiquement. D'autres pays ne sont pas non plus à l'écart du monde et s'insèrent dans la mondialisation grâce à l'exportation de matières premières (Angola, Mozambique, Ghana etc.) Les pays les plus à l'écart du monde restant finalement les pays d'Afrique centrale et les États déliquescents d'Afrique australe (RDC Zimbabwe Rhodésie [40]) qui cumulent des facteurs déstabilisants : guerres dictatures pauvreté et restent à l'écart du monde.

Mais si l'Afrique subsaharienne ne reste plus à l'écart du monde c'est parce que des puissances extérieures lui portent un intérêt. Les Américains en effet s'approvisionnent de plus en plus dans le 3^e Golf [41] (Guinée) puisque un cinquième de leurs importations vient de cette zone. Les firmes transnationales comme Monsanto s'intéressent également au sous continent [42]. La Chine elle aussi est attirée par les matières premières Elle a beau jeu de se faire voir comme un partenaire respectable Elle multiplie les forums en Afrique ainsi que les instituts Confucius [43] pour accroître sa présence Les Chinois s'intéressent surtout aux matières premières (80 % de leur leurs importations) comme le pétrole sud soudanais mais aussi aux terres rares et aux terres cultivables disponibles. ils bénéficient d'un différentiel de développement et délocalisent leurs industries par exemple en Ethiopie la firme Huawei s'y est implantée pour produire des chaussures [44]. Progressivement l'Afrique n'est plus à l'écart du Monde et la tendance devrait s'amplifier puisque des puissances comme la Turquie la Russie ainsi que l'UE retrouvent un regain d'intérêt pour ce sous continent [45].

L'Afrique noire était effectivement mal partie. Elle s'est mise et a été mise à l'écart du monde pour aujourd'hui retrouver une place importante. Cependant elle ne maîtrise pas encore totalement sa trajectoire et son objectif reste de s'émanciper tout en restant intégrée au Monde. Entre l'afro pessimisme et l'afro optimisme béat on dira simplement que l'Afrique semble « mieux partie » ou « repartie » [46].

Pourquoi **5/20** ?

Une **note** très (**trop**) **sévère** mais qui exprime :

- **l'absence de double correction** qui parfois privilégie la pulsion du correcteur au détriment de sa réflexion,
- un rejet d'une **orthographe laxiste** sur des mots et noms propres essentiels (confucius, monétaire...)
- un **rejet théorique** précoce dans la copie : l'Afrique qui devrait d'abord à elle même de ne pas avoir d'avenir...
- un rejet du **manque d'exemples** et de densité de la copie
- un rejet des **truismes très nombreux, des maladresses** qui jalonnent le devoir.

Partie 1

Mondialisation



La mondialisation démode-t-elle les États ?

Alain Nonjon

Avec un sens de la formule lapidaire et efficace, Napoléon affirmait « Le commerce unit les hommes, tout ce qui les unit les coalise, le commerce est donc nuisible à l'autorité » prémonition d'un dépérissement des États face aux échanges...

Le libéralisme a eu tôt fait dans la 3^e mondialisation de pourfendre le coût d'un keynésianisme étatique et de réduire à portion congrue « le rôle d'un « État incapable de résoudre les problèmes mais qui est lui-même un problème » (R Reagan). Depuis 3 décennies, il semble inévitable d'associer mondialisation et dépérissement de l'État, fin des frontières, effacement de la nation autant d'attributs au cœur des fonctions régaliennes et tutélaires déployées par l'État. Pourtant, l'État n'est-il pas plutôt rénové, réhabilité surtout en période de crise ? Le libre marché passe-t-il nécessairement par moins d'État ou un mieux d'État ?

I. La mondialisation marginalise l'État comme un acteur dépassé

Le culte du marché, « Cet état de nature » pour A. Minc... débarrassé des rigidités étatiques : dérèglementation /dévaluation des frontières /le culte du libre-échange (NCM et mondialisation) Zaki Laïdi « le déclassement des États dans la régulation mondiale, le plus souvent au profit du marché » (L'État mondialisé in Esprit oct. 2002,). FMN : États dans les États contournant les contraintes administratives (cf. optimisation fiscale des firmes) les marchés financiers contre les États (cf. fonds vautours et règlement de la dette argentine).

La critique des interventions publiques : Nationaliser c'est fossiliser les entreprises et donner de béquilles au capital qui à terme seront des entraves. Planifier c'est anticiper des mutations parfois décalées par rapport aux réalités. Désétatiser c'est le sursaut nécessaire (cf. Consensus de Washington) ; contrôler internet c'est le dénaturer. De là un altermondialisme où les États capitalistes sont convoqués au tribunal d'une croissance sauvage, prédatrice, delà une société civile internationale (ONG et militants) qui fait de l'État une de ses cibles de là paradoxalement des oppositions frileuses et populistes à la mondialisation qui font de l'État ou d'un super État (ex UE) un bouc émissaire.

Un arrière-plan théorique qui après la mort du communisme, ringardise le keynésianisme, la notion de déficit actif, d'État omniprésent et omniscient et laisse toute sa place au libéralisme triomphant : M. Friedman. Gilder les nouveaux apôtres du moins d'État : cf. Bill Gates avant même le procès pour abus de position dominante de Microsoft était sans ambiguïté au nom des NTIC : « le gouvernement doit être prudent et éviter d'intervenir dans une industrie qui fonctionne bien toute seule. Le succès de cette industrie ne doit rien à la régulation de l'État mais à la liberté et aux désirs humains d'apprendre d'innover et d'exceller ».

II. La mondialisation réhabilite d'autres formes d'interventions de l'État

La gouvernance mondiale : le forum des États sur les nouveaux domaines de compétence : risques, terrorisme, gestion du climat... Rôles des IFI dans la gestion de crise Cf. Troïka face à la crise grecque ; FMI gestionnaire d'États (Libéria). La capacité des États à faire face à la nouvelle donne mondiale s'est amoindrie : de là G20, FMI, ONU, les coalitions incontournables.

Des transferts de souveraineté au travers des ZIR : UE et amorce de pouvoirs régaliens, coopérations ° la mondialisation entraîne le dépérissement pour K. Ohmae¹ des grands États-nations économiques et l'émergence de régions économiques ouvertes à la compétition mondiale en particulier, les interfaces, les régions frontalières et littorales : Taiwan, le Nord du Mexique, le Nord-Ouest des États-Unis, la Lombardie, triangle de Batam et des villes États comme Hong Kong ou Singapour. Zones franches...

Un mieux d'État a minima : lutte contre les dettes souveraines, les déficits excessifs, les subventions et assistances inopérantes mais il existe une demande d'État de transparence de protection cautionnée par l'État... Indiscutablement la production de biens collectifs peut contribuer au renforcement de la compétitivité des firmes. L'État peut au travers de l'attractivité des territoires (stabilité, infrastructures système éducatif santé) retrouver une dimension dans la mondialisation. Théorie de la croissance endogène qui réhabilite l'État dont les dépenses dans les domaines de formation, de R&D accroissent la productivité des facteurs de production.

III. La question de l'État : une question désormais centrale dans l'évolution de la mondialisation ?

Le débat sur la démondialisation : l'État nouveau pilote : protectionnisme, préférence nationale, patriotisme économique face aux concurrences la maîtrise des excès du marché

Lé débat sur le capitalisme : cf. nouvelle thèse de J. Rifkin dans « la nouvelle société au coût marginal zéro » : avec la révolution digitale avènement d'un nouveau mode d'organisation collaboratif, décentralisé fondé sur l'économie sociale et le partage des biens communs, mais face aux enjeux de Internet de la protection de la vie privée du cyberterrorisme, il y a encore une place pour l'État.

Le débat sur l'État nation malgré une terre plate, une dévaluation des frontières, une société de marché internationalisée, les États face à la mondialisation disposent encore de ressources :

- les États restent des lieux majeurs où sont organisées les fonctions collectives (principe de subsidiarité),
- les États sont des producteurs d'identité nationale, capables d'instaurer de nouvelles relations contractualisées avec ses partenaires sociaux,
- les États négociateurs assurent la complémentarité des règles nationales et des dispositions internationales,
- les États (revisités) restent maîtres du jeu dans la répartition des richesses qu'ils créent. Toutes leurs compétences ne sont pas influencées directement par l'extérieur : de l'éducation à la protection sociale,

1. K. Ohmae, *De l'État nation aux États régions*, Dunod, 1996.

- les États restent les dépositaires de la violence avec le monopole de la « violence légitime » (Max Weber), du pouvoir politique. Par rapport à la loi du talion, à l'autodéfense, ils représentent une forme supérieure d'organisation sociale où le règlement de conflits est assuré par une autorité neutre impersonnelle et supérieure aux partis,
- les économies développées, à commencer par celle des États-Unis restent des économies mixtes où les dépenses publiques représentent entre 30 et 60 % de la richesse nationale,
- Les entreprises certes s'internationalisent, et la logique financière internationale sonnent le glas de la relation entre une organisation et son État d'origine. Pourtant la World Company Society, n'exclut pas une renaissance du lien entreprise pays par le prisme de la marque. Pour celles-ci se différencier et s'imposer, c'est puiser leur essence dans leurs racines nationales : pour P. Kotler, économiste, « la marque c'est d'abord et avant toute chose un pays et sa culture » et Ferdinand Porsche reconnaissait déjà « que l'identité d'un groupe passe par son pays et ses hommes ».

Conclusion

Pour ponctuer ce retour du politique, synchronisé avec la nouvelle exigence de gouvernance mondiale, Une révolution « mentale » est donc à attendre dans le fonctionnement des États pour lesquels « gouverner n'est plus décider commander et se faire obéir mais négocier arbitrer et orienter » (Louis Dirn, *La société française en tendance*). Une nouvelle articulation du rôle des États avec les instances régionales et supranationales est à inventer avec des difficultés proportionnelles aux environnements ethnopolitiques (France : État jacobin tradition forte ; Grande-Bretagne plus facilement débarassée des oripeaux de l'interventionnisme tous azimuts).

Un monde sans frontières : une utopie dépassée

Alain Nonjon

Ce que l'on peut dire du sujet...

Sujet dans le programme, mais à cheval sur la 1^e et la 2^e année pour les exemples et la maturité des arguments et références bibliographiques.

Sujet dans l'air du temps : colloque de Grenoble (mars 2015) sur l'avenir des frontières, N° de conflits (N°5 juin 2015), recherche de S Rosière (Reims).

Sujet nouveau dans le registre des sujets sur la mondialisation.

Sujet à la fois classique (ENM et autres concours) et sélectif si on s'appuie sur l'expression « *utopie dépassée* » qui imposait un débat.

Sujet que l'on peut cadrer en 3 H, pour se laisser le temps du commentaire sur les murs qui permettait des renvois appréciés de la carte à la copie.

Introduction

L'utopie est un projet d'organisation politique ou un idéal qui ne tient pas compte des contraintes de la réalité ou de faits objectifs. Par extension, c'est un projet ou une idée qui apparaît comme irréalisable, illusoire ou chimérique.

« L'utopie est simplement ce qui n'a pas encore été essayé... » (Théodore Monod - 1902-2000).

Problématique

Au regard d'une mondialisation qui intensifie les flux, utilise la porosité des frontières, dessaisit les États de certaines de leurs fonctions souveraines est-il légitime de prophétiser la fin des frontières comme certains l'ont fait ou faut-il derrière les conflits pour des frontières, le maintien d'équilibre stato-territoriaux se prononcer pour une « obsession des frontières » ? Du « monde plat » de T. Friedman à « l'éloge des frontières » de R. Debray où se situe l'avenir des frontières dans cette dynamique de déterritorialisation et de reterritorialisation permanente des économies.

I. La dévaluation des frontières : chronique d'une mort annoncée et d'une utopie révélée ?

A. les prophètes se bousculent...

De Benjamin Constant, dès 1813, « plus la tendance commerciale domine plus la tendance guerrière s'affaiblit » à Mac Luhan (*Le village planétaire*) à T. Friedman,

l'essayiste consensuel « le monde est plat » (la terre est devenue plate du fait de la création d'un espace homogène donnant accès universel sur la toile qui rend possible la... collaboration en matière de recherche et de travail en temps réelle indépendamment de la géographie et de la distance ; 2006) en passant par Kenichi Ohmae père de la Triadisation et auteur de *Borderless world* (1990) au titre sans appel de R O'Brien et sa prophétie : *La fin de la géographie* (1992), à ou à Bertrand Badie, *La fin des territoires* conçu comme supports d'une identité politique citoyenne, nombreux sont les fossoyeurs des frontières ou plutôt de certaines frontières. Le sans frontiérisme a ses formules chocs (« the death of distance : put the world in your pocket ! », *The Economist*) ses approches réductrices (V. Hugo « qui a intérêts aux frontières ? : les rois ») ses constats plus nuancés », la mondialisation c'est autant internet, le container que le degré de tolérance des pays à l'ouverture de leur frontière » (F. Lenglet)... ses rêves Mike Moore OMC « un monde sans mur ».

Des constats convergents même si la notion de frontière se décline de plusieurs façons :

- « discontinuité géopolitique à fonction de marquage symbolique ou imaginaire » (M. Foucher) ;
- Ligne qui limite un espace sur lequel s'exerce une souveraineté (J. Lévy) ;
- ligne de front, limes qui sert à établir un ordre juridique (souveraineté asile) barrière économique et commerciale le plus souvent, , marqueur d'identité pour J Méline la ligne bleue des Vosges quand ce n'est pas la frontière (esprit de mobilisation comme aux États-Unis Kennedy the « new frontier », ou Clinton « the next frontier »). Triple articulation selon Stéphane Rosière : anadyades = enveloppes extérieures des OIG ; katadyades = frontières des régions et mésodyades = limites traditionnelles des États...

B. ... ces visionnaires ne font qu'anticiper ou constater les évolutions inhérentes à la mondialisation

Libéralisation des échanges quand on passe de 58 Mds de \$ en 1945 à 18 930 Mds en 2013 et que parallèlement les droits de douane s'effondrent de 40 % au sortir de la Seconde Guerre mondiale à 3,9 % désormais) au rythme des NCM.

Poids des migrations quand sur 7 mds d'habitants de la planète 1 md sont en situation de mobilité dont 240 M pour traverser les frontières de leurs propres États (97 Sud/Nord 74 Sud/Sud 37 Nord/Nord et 40 Nord/Sud) ou quand 200 000 migrants tentent de franchir en 2014 le Rio Grande méditerranéen.

Flux croisés d'IDE avec plus de 1 500 Mds de \$ de flux, des trafics de toutes natures qui se déploient en bravant les frontières.

Des NTIC qui fluidifient l'information et se jouent des frontières.

Une coopération économique qui dans des domaines concurrentiel introduit pourtant des coopérations transnationales (intelligence artificielle Japon/ UE à Strasbourg).

Une coopération régionale où se créent des marchés décloisonnés (plus de 220 unions régionales même dans des zones à forte conflictualité : ex Safta).

Le terrorisme et les guerres asymétriques bousculant les équilibres territoriaux.

Des espaces sans frontières a priori comme l'espace spatial depuis 1963 ou le cyberspace du moins en théorie (« échanges déterritorialisés entre citoyens de toutes les nations et avec une instantanéité qui abolit toute notion de distance » (F. Douzet,

Géopolitique, 2009), ou l'Antarctique malgré la volonté de certaines puissances de répartir les zones d'influence. Pandémies, accidents écologiques n'ont de frontières que dans le volontarisme vite dépassé (Ebola) ou le ridicule consommé (Tchernobyl).

C. ... des dynamiques convergent donc pour désactiver les frontières et donner corps à l'utopie de la fin des frontières

Les transferts de souveraineté des États au profit d'une gouvernance régionale ou planétaire même si elle est lente et erratique (globalisation financière et ses règles prudentielles, protocole de Kyoto et ses engagements même si non partagés par l'ensemble des pays, règles de l'OMC à l'amont des échanges (même si exception culturelle et lenteur des accords de Bali au TIPP).

La multinationalisation de l'économie avec derrière le nombre de FMN près de 104000 firmes pour 892000 filiales à l'étranger et 69M de salariés à l'étranger en 2011 (Cruce) des États dans les États sinon contre les États (jeu ambigu de l'optimisation fiscale).

La construction d'espaces régionaux comme l'UE avec certes des frontières de l'Europe mais moins de frontières dans l'Europe. Une société de marché promue depuis la grande transformation du XIX^e. Une planète nomade.

L'essor d'interfaces frontaliers qui optimisent la division taylorienne du processus de production et la DIPP qui segmente la production en fonction des coûts des spécialisations sans logique nationale de production. (de la question « Who is Pontiac ? » de R. Reich au processus de fabrication de l'iPad® de Apple) Déterritorialisation des processus de production

L'apparente régression du sentiment national au nom d'un « sans frontiérisme » béat car « *la frontière linéaire appartient à une nation puisque tracer une frontière c'est définir un territoire, le délimiter et ainsi enregistrer son identité ou la lui conférer* » (E. Balibar)

« Bref une économie mondiale devenue si puissante qu'elle a englouti presque fait disparaître les frontières nationales traditionnelles et qu'elle tire la bureaucratie, l'armée et le milieu politique vers le statut de secteur en déclin » (K. Ohmae) ?

II. La persistance des frontières jusqu'à... « l'obsession des frontières » (M. Foucher)

A. Les frontières et les États reconvoqués

Y. Lacoste : « Même si la mode est au sans frontières celles-ci ne doivent pas être gérées à la légère ».

H. Védrine « le sans -frontiérisme est une vision d'adolescent ».

J. Jaurès « un peu d'internationalisme éloigne de la patrie beaucoup y ramène ».

L. Jospin croire que l'on peut se passer de la frontière est une utopie naïve Elle protège souvent le faible contre le fort.

R. Debray « Croire qu'un homme peut être le voisin de n'importe quel autre est une illusion La frontière nous permet d'échapper à cette ébriété du virtuel ».

D'abord et surtout une prolifération cancéreuse d'États (21 dans la seule décennie 1974-1984) la multiplication des frontières avec 193 États aujourd'hui contre 46 à la veille de la première guerre et près de 250 000 km de frontières avec deux accélérateurs : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (création du Soudan sud de Timor) et la fin des

« empires » (coloniaux, soviétique, yougoslave). Depuis 1990, 27 000 km de frontières ont été créés. Multiplication des murs mais les murs sont souvent des réponses à la nécessité de renforcer des frontières (cf. mur israélo palestinien réponse à la difficulté d'élaborer comme le souhaitait le parti Kadima de Ehad Olmert les « frontières définitives » de l'État juif) 1989 est tout à la fois la date de la chute du mur de Berlin (UE retrouve son histoire et sa géographie avec la dynamique des élargissements) et la date de l'érection d'un mur provisoire entre San Diego et Tijuana et à quelques encablures du traité de libre-échange Maroc/UE en 2010, dès 1999 l'érection du mur de Ceuta. Ces frontières peuvent d'autant moins disparaître qu'elles sont jeunes (apogée début du XX^e avec les lignes Siegfried et Maginot) et qu'elles sont très diverses culturelles militaires sociales et plus seulement naturelles ou artificielles).

B. Le monde plat comme l'entreprise apatride globale : de la posture à l'imposture

Un patriotisme économique prospère au rressac de la démondialisation.

La réponse à T Friedman de Pankaj Ghemawat de l'IESE de Barcelone dans World 3.0 (« *flatworld will take time to smooth out* ») montre que les frontières ont la vie dure les frontières ont la vie dure avec la faiblesse relative des migrations. 3 % de la population mondiale vit effectivement en dehors du pays où elle est née et 2 % des étudiants suivent de cours en dehors de leur pays. 2 % des communications téléphoniques sont transnationales et moins de 18 % du trafic internet. Selon Pew Research Center seulement 20 % de la couverture des informations à travers tous les types de média se concentrent sur les questions internationales (1/2 concernant les intérêts américains). Une fois déduit le double compte dont font l'objet les produits traversant plusieurs fois la frontière la part des exportations se limite à 20 % du PIB. Les IDE ne représentent que 9 % de l'investissement fixe mondial. et moins de 20 % du capital risque sont investis en dehors du pays d'origine des fonds d'investissements, et les investissements en actions sur les marchés étrangers ne dépassent pas 20 % du capital risque en actions détenu. Que dire enfin de plus de 50 % des flux internationaux de toute nature cantonnés dans un seul continent ?

Les firmes transnationales... pas si apatrides que cela : la place des Carmes pour Michelin et feu François Michelin joue un rôle plus que symbolique. Les stratégies des firmes n'échappent pas à des choix locaux (Mark & Spencer l'a appris à ses dépens en France) les réflexes nationaux dissuadent des fusions : Whirlpool a bien racheté Maytag à la barbe du Chinois Haier, le marketing local au cœur du « think global act local » reste prioritaire (complicité nouvelle Mac Do et fromage de la vallée d'Abondance) la moitié des fusions échouent sur des critères ethnoculturels nationaux (Daimler Chrysler) l'internationalisation des tâches dans un cadre national peut répondre à la DIPP (même chez Apple pour une part minime il est vrai). La World company n'est pas nécessairement triomphante et Ferdinand Porsche avait raison de rappeler que « l'identité d'un groupe passe par son pays ses hommes »... et ses frontières. Les FM n'ont-elles pas été rappelées à la raison pour préserver leur caractère maison... par Obama dans sa chasse à l'optimisation fiscale (manne de 200 mds de \$ pour les Etats-Unis) ?

C. Les frontières ont un avenir

Il est un espace qui se dote de frontières : l'espace maritime. La haute mer libre de toute souveraineté ne veut pas dire liberté totale des mers. Après la seconde guerre mondiale, l'approche de H Truman prévaut petit à petit : « *le plateau continental peut être regardé comme l'extension de la masse terrestre de la nation souveraine* » déclaration

opportune pour maîtriser les gisements du Golfe du Mexique. et à l'image de pays comme le Chili ou le Pérou initiateur de zones exclusives la conférence de Montego Bay en 1982 conclue par 130 pays, crée un zonage précis de l'espace maritime : les récalcitrants se rallient ex la Chine récemment et des pays font de ces espaces maritimes la base de leur puissance la France et ses 12M Km2 de ZEE (2^e RM) si la mer devient le nouveau champ de bataille du XXI^e siècle c'est bien parce que le basculement d'espaces maritimes libres de souveraineté en zones contrôlées par des États riverains est la « *plus grande conquête territoriale depuis la colonisation* » (D. Ortolland et J.-P. Pirat, *Atlas géopolitique des espaces maritimes*, 2010).

La logique des murs s'installe : une logique de mondialisation fermée plus de 60 murs désormais même si le mur et la frontière ne sont pas assimilables le mur induit une séparation brutale une rupture une frontière est un lieu de partage aux deux sens du terme, une ligne de reconnaissance mutuelle. La frontière est même pour R. Debray à « *célébrer comme vaccin contre les murs* » La logique de militarisation des espaces s'installe à toutes les échelles du digicode qui exclut aux « *gated communities* » qui isolent et s'isolent.

Les démocraties participatives urbaines peuvent impliquer des frontières de quartiers, mondes à part renforcés par les ségrégations multiples. Le long de la Roubliovka artère de l'Ouest de Moscou, les palais néogothiques, 4X4, les épiceries fines des nouveaux riches remplacent peu à peu les potagers, chèvres et bicoques des paysans deux mondes étrangers séparés par des « *zabor* » clôtures sous haute surveillance.

Les frontières du crime peuvent être matérialisées comme à Los Angeles où la voie ferrée qui sépare la quartier de Watts est l'interdit absolu pour les Crips et les Bloods qui se livrent une guerre fratricide depuis 40 ans des frontières lignes de démarcation demeurent comme les barbelés de Kim Jong-il maintenues par Kim jung un qui séparent famine et eldorado capitaliste mais ne laissant qu'un périlleux échappatoire via la Chine aux transfuges.

Les conflits frontaliers se multiplient : de l'Est de l'Ukraine à la Crimée claire remise en cause de la plus grande catastrophe du XX^e par Poutine (les frontières installées au lendemain de l'implosion de l'ex URSS). Deux guerres en 1974 et 1985 ont été nécessaires au mali et au Burkina Faso pour régler leurs différends frontaliers.

Les frontières sont confortées : Afrique où elles ont été reconnues intangibles en 1963 et où certains parlent de ressortir les équerres « *Oui nous devons nous asseoir, prendre une énorme équerre et un compas et donner de nouvelles frontières à l'Afrique* » (Soyé Wolle Soyinka¹). Attention à ne pas exagérer l'artificialité de ces frontières qui seraient pénalisantes. Les « *frontières africaines sont subverties, travaillées et utilisées par les sociétés mobiles comme une ressource et non perçues comme un obstacle* » que ce soit par les acteurs formels ou informels. M. Foucher pour en finir avec un mythe CNRS éd 2014. En mai 2015, une nouvelle frontière par rapport à celle de 1926 entre le Burkina Faso et le Niger (1 000 km de frontières communes) a été négociée sous contrôle de la Cour internationale de justice.

Retrouver les limites des frontières du passé, c'est affirmer la puissance de demain symboliquement, c'est aussi se protéger : la paranoïa américaine après le 11 septembre 2001 est le prétexte à sécuriser la frontière américano-mexicaine. C'est le sens du mot

1. Soyé Soyinka, *New perspectives*, Los Angeles, 1994.

d'ordre de Deng Xiao Ping « *aimons notre Chine, relevons notre grande muraille* » la frontière artificielle lentement élaborée par la plupart des dynasties sur deux millénaires devient le symbole de la Chine moderne.

III. Un monde sans frontières : l'utopie déchuée une dystopie programmée

A. La nécessité de la Frontière

« La frontière, c'est en même temps le dedans et le dehors. Et pour qu'il y ait véritablement un dedans, encore faut-il qu'il s'ouvre sur le dehors pour le recevoir en son sein », rappelait l'historien Jean-Pierre Vernant.

Comme marqueur d'identité (citoyenneté nation).

Comme système de protection (cf. vellétés de réviser les accords de Schengen, promotion de l'exception culturelle européenne dans le cadre des frontières européennes).

Comme définition d'un espace économique spécifique : avec la distinction anglo-saxonne entre *boundary* et *frontier* **boundary désignant une barrière intérieure ou le seuil entre le centre et la marge, alors que *frontier* désigne les frontières nationales classiques.**

Comme moyen de régulation des échanges qui rêve d'un monde de contrebande de fraude fiscale de délocalisations ?

Comme mise en concurrence des territoires (salaires fiscalité).

Comme curiosité : poésie de la frontière découverte qu'elle promet, différences (panneaux illisibles costumes autres langue nouvelle).

Comme (re)connaissance de l'autre « C'est un marqueur territorial qui a une fonction identitaire une ligne qui marque une différence même si son franchissement est aisé Philosophiquement c'est un lieu d'articulation M. Foucher.

Pour recevoir l'autre, il faut bien lui ouvrir sa porte. Donc lui faire franchir une frontière. » Dans son vibrant *Éloge des frontières*, l'essayiste plaide pour que soit sauvegardé ce lien qui, en nous séparant de l'extérieur, nous permet aussi de reconnaître la différence de l'autre tout en lui faisant sentir la nôtre. « Admettre une frontière, c'est faire acte de modestie, et refuser de réduire le monde à soi. La frontière est le meilleur ami du cosmopolitisme : elle reconnaît qu'il y a plusieurs mondes et que je m'y inscris à ma place ». Et de convoquer la biologie et la peau comme premiers avocats de cette affirmation : « C'est en se dotant d'une couche isolante, dont le rôle n'est pas d'interdire, mais de réguler l'échange entre un dedans et un dehors, qu'un être vivant peut se former et croître. »

B. Les frontières nationales promues redéployées plus que déclassées

Les frontières n'isolent pas nécessairement : Alexandre Moine chercheur et géographe à l'université de Besançon, commentant les effets des accords bilatéraux de 2002 entre la Suisse et l'UE relatifs à la libre circulation des personnes montre la confirmation d'« une frontière couture qui n'a jamais isolé les espaces même au XIX^e siècle alors que les productions horlogères étaient en concurrence Il y a toujours eu de la contrebande des mariages franco suisses même si les suisses jettent un regard désobligeant sur les Frouzes et si pour les Français le Suisse c'est toujours celui qui vient ramasser tous nos escargots et nos bolets dans nos belles forêts mais jamais celui qui vient y consommer du culturel ».

Les espaces transfrontaliers n'ont jamais joué autant de rôle : interfaces, bande comme la frontière américano-mexicaine. En entraînant le dépérissement pour K. Ohmae des grands États-nations économiques la mondialisation favorise l'émergence de régions économiques ouvertes à la compétition mondiale en particulier, les interfaces, les régions frontalières et littorales : Taiwan, le Nord du Mexique, le Nord ouest des États-Unis, la Lombardie, et des villes États comme Hong Kong ou Singapour (voir dissertation nouveaux territoires de la mondialisation)

Les frontières économiques s'identifient parfois à celles des blocs régionaux et sont extensibles (le Mercosur avec l'adhésion du Venezuela en Juillet 2006), les frontières juridiques ont du mal à échapper aux États nations (même en France où 2/3 des législations sont européennes), les frontières techniques peuvent être des nationalismes sourcilleux comme le système électrique d'alimentation des trains qui condamne Eurostar à embarquer 5 systèmes d'électrification). La ligne devient tour à tour pointillé, partiellement ouvert, corridor démilitarisé, bande de territoire coexploitée et valorisé (maquiladoras désormais élargies au Yucatan méridional ou au Honduras) fronts pionniers avançant dans l'incertitude des bornages (Brésil, et mondialisation du soja oblige) Les frontières ethniques peuvent se jouer des frontières naturelles en Afrique, ou dans la Mexamerica pour les Mohawks dont le territoire est à cheval sur la frontière canadienne et américaine frontières répressives qui peuvent se limiter à des salles de transit pour des migrants reconduits... Frontières mafieuses qui n'en sont plus (comme aux confins de la Triple frontière Brésil, du Paraguay de l'Argentine, à Ciudad del Este. C'est la seule triple frontière en Amérique du Sud où se concentrent un fort mouvement commercial, un flux touristique important, l'emballage économique d'une ville réceptacle du blanchiment des capitaux – Foz do Iguazu), un libre-échange qui échappe au Mercosur et un creuset des peurs américaines qui en font une place financière du terrorisme international Comment encore parler de frontières -lignes avec des contrôles opérés sur tout le territoire (douanes volantes) ou délibérément à l'extérieur des cadres nationaux (pour les conteneurs destinés aux États unis) ?

C. Les frontières se déclinent plus qu'elles ne déclinent

Elles évoluent dans le contexte de la mondialisation.

Elles s'épaississent (zones de contact) se ramifient (réseaux) se combinent 5 Alena Zlea Celac se diluent (filialisation des FMN dans des régions de plus en plus périphériques) s'ouvrent et se ferment (frontières couture, fermetures éclair immigration légale et illégale migrations choisies) et reflètent parfaitement ce monde d'accélération sans téléos (quelle finalité à la mondialisation ?) sans guide (monde multipolaire).

Les frontières se mentalisent (peurs) se démultiplient (de la barrière au digicode). Elles sont intelligentes (cf. les smart borders comme au Canada).

Elle filtrent plus qu'elles ne séparent : cf. distinction de M Foucher entre présence et influence : « *Par exemple, à titre de comparaison, on peut être présent dans un État, y vendre des produits et repartir. Être influent, c'est venir avec une valise pleine d'idées et laisser la valise sur place* » (M Foucher).

Conclusion

On aurait donc tort de penser que le problème des frontières nationales est dépassé. « *Nous voici donc dans un état de quasi schizophrénie, condamnés à vivre simultanément sur deux planètes : la tête dans les réseaux de communications et de transports, les pieds*

dans les terroirs et territoires identitaires » (R. Debray et M Melot). Même si les débats en cours portent sur la gouvernance mondiale du monde de demain, le choix de préférences collectives planétaires, la refondation des grilles d'analyse du système international au-delà des égoïsmes nationaux, les frontières nationales lignes de partage (au deux sens du terme) sont encore très vivantes, Elles sont certes plus souples, moins fongibles, plus évolutives. Dès lors, « *La dynamique de l'interdépendance serait mieux comprise si nous pensions le globe non comme la carte des nations, mais comme une carte météorologique où les systèmes atmosphériques tourbillonnent sans tenir compte des frontières nationales et où les fronts des hautes et basses pressions créent de nouvelles conditions climatiques, loin devant eux* » (M. Soedjatmoko, Club de Rome, 1985).

Quand on demandait à Eduardo Galeano de décrire l'utopie il répondait : « *Elle est à l'horizon. Je me rapproche de deux pas elle s'éloigne de deux pas. Je chemine de dix pas et l'horizon s'enfuit dix pas plus loin. Pour autant que je chemine jamais je ne l'atteindrai. À quoi sert l'utopie ? Elle sert à cela : cheminer* »

Cheminer vers quoi ? Vers un ordre planétaire sans frontières ?...

Les matières premières au cœur des nouveaux enjeux économiques et géopolitiques contemporains

Alain Nonjon

On pensait que tout avait été dit sur les matières premières...attachées à une société industrielle révolue (société post-industrielle tertiaire) à des échanges peu sophistiqués et déséquilibrés, à des conflits classiques dépassés (guerres pétrolières) à des clivages surannées (Nord/Sud, centre/périphérie, DTE)... pourtant, l'Histoire des matières premières se réécrit autour de nouveaux besoins, de nouveaux acteurs, de nouveaux équilibres: ce grand retour n'est il pas un des éléments de la reconfiguration des rapports de force mondiaux ?

I. Les matières premières : une nouvelle rareté ?

A. De nouveaux besoins

– **insécurité alimentaire**... on se rapproche de nouveau du milliard de malnutris ce qui crée un mouvement vers de nouvelles terres arables convoitées. Inéluctabilité avec le croît démographique l'urbanisation, le changement de mode alimentaire.

– **peak oil**... (déjà atteint par les États-Unis (1971) la mer du Nord (2000) le Mexique (2004) Impasse dès lors que il faut reconstituer chaque année 5 % de la production mondiale c'est-à-dire qu'il faudrait ajouter l'équivalent de l'Arabie Saoudite ou 10 Mers du Nord au cours de 10 prochaines années rien que pour maintenir l'offre à son niveau actuel. l'espoir des Pétroles non conventionnels, du lithium.

– **Pression sur l'eau** : quand en un siècle la population mondiale a été multipliée par 3 les surfaces irriguées par 6 la consommation par 7 la quantité d'eau disponible a diminué d'un tiers en 25 ans...

– **protection de l'environnement**... pots catalytiques : palladium et platine, solutions partielles aux effets polluants des transports.

– **et de nouveaux défis** au-delà de la pression classique sur certaines matières premières qui perdure (sable, minerais stratégiques), problème des terres rares, soit 17 minerais ou oxydes rarissimes qui sont au cœur des industries de hautes technologies militaires et civiles pour les NTIC.

B. De nouveaux acteurs

Des entreprises de production contrôlées tout ou partie par un État : Sur les 25 plus grands groupes dans le gaz et le pétrole 17 sont détenus entièrement ou en partie par des États Saudi Aramco, Nioc China National Corporation. La Chine qui souhaite nationaliser

tous les gisements de terres rares pour lutter contre leur exploitation illégale et qui réalise 97 % de la production mondiale en 2011 en ne disposant que de 36 % des réserves mondiales !

Des États qui ont une diplomatie des matières premières : Qatar au-delà des royalties du gaz ; Brésil au-delà de la rente des matières premières minérales et agricoles.

Des FMN plus diversifiées et puissantes : De Vale à Rio Tinto ou Glencore Xstrata groupes mondiaux BHP Billiton. Des marchés plus oligopolistiques ex l'uranium où en 2011 8 premiers opérateurs miniers dont Areva en concentrent 85 % de la commercialisation. Des groupes de pays émergents Jinchuan 1^{er} groupe chinois minier aux côtés de Posco coréen se positionnant dans le nickel.

Des États nouveaux consommateurs : toute l'attention se porte sur la Chine avec 40 % de la demande mondiale de minerais métalliques (2/3 de la demande de minerais dans le monde) et les pays émergents qui rythment par leur croissance ces nouveaux besoins (ralentissement après le pic de 2012). La Chine multiplie ses investissements miniers pour satisfaire sa demande même dans le minerai de fer dont elle est le premier producteur mondial (54 % des réserves mondiales). Ex : Elle prend le contrôle de Sundance ressources afin de mettre la main sur la mine de Mbalam à la frontière du Cameroun et du Congo. Afrique ce « coffre fort géologique » (C. Meyer).

L'Asie : 40 % de la consommation mondiale de pétrole confirme le basculement économique en cours pour certains.

Un trading de plus en plus puissant : Vitol (trading hollandais pétrolier basé en Suisse) Glencore, (anglo-suisse) Cargill (céréales) Archer Daniel (soja).

C. De nouvelles tensions

Pour P Chalmin rapport Cyclope 2014 « nous sommes au cœur d'un choc sur les marchés mondiaux le plus important depuis les années 70...dépendant notamment des éternuements chinois ».

Sur les quantités : l'eau (Nil), le cuivre (ressource à suivre aux réserves abondantes la moitié au Chili et au Pérou) et dont la demande est en hausse (électronique, câbles), le pétrole (Sud Soudan) les terres rares, bois d'œuvre.

Sur les cours : céréales qui flambent avec crise Ukrainienne (3^e RM exportateur de maïs) et les conditions météo défavorables aux États-Unis... Les Minerais apparaissent comme valeurs refuge (or multiplié par 6 en 12 ans passant de 270 à 1750 dollars l'once). Les minerais comme les matières premières agricoles sont des placements alternatifs face à la crise financière : achats spéculatifs de groupes comme G Soros, John Paulson. C Beigbeder (agroholding agrogénération qui achète des terres) ou fonds SPDR Goldtrust qui détient plus d'or que la banque centrale chinoise. Cf. aussi accusations de Pékin contre les trois géants BHP Billinton, Rio Tinto, et Vale de spéculer à la hausse.

Sur la propriété et les effets induits : Areva face aux autorités du Niger : mine de Imouraren, la plus grande mine à ciel ouvert. Investissement de 1,2 md d'euros 5000T de minerai par an à partir de 2012 détenue à 77 % par Areva... Le Niger alimente un tiers des centrales nucléaires françaises mais le Niger arrive parmi les derniers en termes d'IDH : les 2/3 de la population y vivent en dessous du seuil de pauvreté 40 % des enfants souffrent de malnutrition. 52 % des Nigériens n'ont pas accès aux soins de santé 80 % à l'eau potable. Areva obligé de revaloriser les prix du kilo d'uranium de 45 % pour conserver ses prérogatives face à la Chine, l'Afrique du Sud, le Canada Conflits États et compagnies

minières : Broken Hill proprietary company gèle ses projets au Gabon, dans le manganèse (2^e RM) ou Vale, Rio Tinto en Guinée.

II. Au-delà d'une triple légitimité, risques et incertitudes s'accumulent...

A. Une légitimité passée qui perdure

Historique

- bases de la révolution industrielle et des Trente Glorieuses... donc de l'émergence aujourd'hui. Brésil, et Afrique dont une partie du renouveau est lié à la rente des matières premières (dans le contexte de la décolonisation, les matières premières ont pu être des leviers d'indépendance... relative) ;
- espace de localisations industrielles in situ schéma wébérien, de plus en plus en phase avec une variante de ce schéma : la littoralisation et l'industrialisation aux ruptures de charge (Golfe du Mexique sidérurgie sur l'eau) ;
- facteur de puissance classique pas révolu : Russie, Chine pouvoir en brandissant des menaces sur les approvisionnements en matières premières (Palladium, terres rares).

Économique

- par les matières premières au service de l'extraversion, insertion dans la DIT, devises : cas des « cash crops » en Afrique subsaharienne, corridors d'exportation (Amérique latine : soja vers Paranagua port brésilien débouché des spécialisations du Mato Grosso comme hier pour le café) encore aujourd'hui Mongolie mine de Oyu Tolgoi qui devrait représenter d'ici à 2020 un tiers du PIB du pays : monoexportation ;
- par les matières premières, affirmation de puissances régionales (Afrique du Sud) Bolivie : gaz lithium et plus « mendiant assis sur un trône d'argent » ;
- fronts pionniers et aménagement du territoire.

Théorique

- le décollage par les matières premières ; modèle latino américain des années 30 réhabilité à l'instar de la décennie de la renaissance africaine reprimarisation des économies ;
- l'indépendance par les matières premières : H. Chavez défie les Etats-Unis ;
- la cartellisation : la revanche des PED (OPEP, IBA, Cipepec)... aujourd'hui OPEP de l'éthanol (États-Unis, Brésil).

B. Des risques traditionnels cependant pas éradiqués

Des aléas de cours erratiques, DTE encore et toujours, accords par produits tronqués Compagnies obligées de réaliser des actifs après l'explosion de leur endettement 50 mds de \$ en 2013)

La malédiction des matières premières à partir du « dutch disease » (RDC).

Pollution (les terres rares), les déchets électroniques qui font parti des commodities (Ghana).

Les matières premières sources de conflictualité : diamants et guerre civile du Sierra Leone entre 1991 et 2002, avec pierres précieuses vendues à bas coûts à des marchands

internationaux, et servant à financer armes. (Rôle de C Taylor dans ces gemmocraties sanguinaires) minerais stratégiques déstabilisants (thèse sans nuance de Apoli Bertrand Kameni sur les matières premières du continent noir source de tous les maux (désordre corruption, massacres ethniques).

Front du soja brésilien source de conflits avec les pays frontaliers spoliés.

C. Des incertitudes non levées...

Débat sur les biocarburants hier parés de toutes les vertus aujourd'hui contestés, débat sur la durabilité et la rentabilité des pétroles non conventionnels.

Dématérialisation de la croissance ? tertiarisation matière grise plus que matières premières.

Avoir des matières premières n'est pas la garantie du développement cf. J. Le Bihan et son pronostic sur le Zaïre... grande puissance africaine à la fin du XX^e... Bolivie d'aujourd'hui.

III. Les matières premières des ressources stratégiques installant de nouveaux rapports de force

A. De nouveaux conflits

Embargos sur les terres rares : le nationalisme chinois face au Japon, les débats entre une France qui veut créer un comité pour les métaux stratégiques (Comes) pour sécuriser ses approvisionnements, et Bruxelles qui milite pour un libre accès garanti par l'OMC et les États-Unis qui veulent renforcer les stocks stratégiques et leur production nationale.

Titres de propriétés, problème de souveraineté alimentaire face au *landgrabbing*, (cf. carte) Indiens face aux ressources forestières ou gaz Bolivie.

De nouveaux eldorados convoités : Arctique, Australie, Afrique subsaharienne.

De la doctrine Carter de sécurisation des approvisionnements pétroliers aux guerres du Golfe voire d'Afghanistan (combat pour préserver accès aux mers chaudes de Unocal).

B. Mais de nouvelles règles

Traçabilité, accords invalidés (RDC /Chine ou au Baloutchistan avec la prise de contrôle par le géant canadien Barrick Gold du gisement de Chagai convoité par la Chine. Loi américaine Dodd Franck 1502 contre les « minerais de sang » notamment ceux qui alimentent la guerre civile de RDC.

ITIE : 13 pays africains en conformité avec cet indicateur de transparence des industries extractives. UE et Canada imposent plus de transparence aux compagnies dans le cadre de la lutte contre la corruption, et le mal développement.

Fonds souverains pour gérer l'après pétrole au Ghana qui a tiré les leçons du Tchad détournés pour la lutte contre la guérilla venue du Darfour.

Recyclage mais pour le cuivre : 30 % seulement autorisent un recyclage facile (tubes câbles) mais les produits qui ont du cuivre allié, mélangé ou en faible concentration sont plus délicats à retraiter).

De plus en plus de dérives autoritaires sur ces marchés de dirigeants qui veulent préserver leurs avoirs (Zimbabwe : diamants, Kazakhstan : pétrole, grèves réprimées, Afrique du Sud : grèves palladium).

Au cœur du développement durable : Inde redémarrage des mines de Goa soumis à un plafond de la production après interdiction totale pour cause de corruption.

C. De nouvelles quêtes

Logiques productives bousculées par la Chine grand acteur sur la planète minière La Chine à l'assaut des matières premières mondiales (Afrique, Amérique latine) : le nouveau modèle « gagnant-gagnant » à la pékinoise qui conduit la Chine à importer des quantités croissantes de pétrole et de matières premières (déficit avec l'Afrique de 20 mds de \$ sur un commerce total de 200 mds de \$) Importations concentrées à 70 % sur le pétrole les minéraux 12 % la diplomatie des matières premières au cœur de la Chinafrique.

Les pays industrialisés occidentaux : à la recherche d'une sécurisation de leur influence (France, Mali, Niger, États-Unis au Moyen-Orient). Bases au Moyent-Orient, interventions Irak avec toutes les incompréhensions liées (Françafrique et croisade de l'Occident).

L'Asie Pacifique joue un rôle croissant... dans la production de nickel mais est aux avant postes de la dépendance en matières premières d'où l'âpreté des conflits en mer de Chine (ZEE, nouveaux eldorados) et l'Inde qui est au plus près des stratégies chinoises. Mais y a-t-il place pour 2 puissances milliardaires en hommes et émergentes sur le marché des matières premières ? L'Asie est au cœur des reconfigurations géopolitiques : grand jeu d'Asie centrale où le cavalier seul de l'Ouzbékistan irrite de plus en plus Moscou (dans son désir d'Eurasie) Le Japon n'oublie pas sa diplomatie des matières premières : rapprochements Toshiba et firme kazakhe Kazatomprom pour les terres rares pour poursuivre sa production d'alliages spéciaux pour semi conducteurs.

L'Amérique latine n'échappe pas à cette nouvelle donne de la Patagonie (achats de terres) au Brésil qui « reprimarise » son commerce extérieur pour satisfaire la demande chinoise et est de plus en plus hostile à cette régression ; Commodities (soja, cellulose, minerais de fer, jus d'orange) 75 % du commerce avec la Chine.

Conclusion

Les matières premières le grand retour donc : « si les modèles de rupture ne sont pas soutenables c'est que pour la première fois dans l'histoire humaine, l'homme est devenu moins rare que la nature. Alors que la terre et les ressources naturelles retrouvent leur statut de facteurs de production et regagnent de la valeur dans les calculs économiques, l'homme devenu surabondant voit la sienne s'effriter » (*Le Grand basculement*, J.-M. Severino).

Les espaces maritimes : objets de tensions et de conflits entre États

Alain Nonjon

Richelieu : « IL première chose qu'il faut faire est de se rendre puissant sur les mers qui donnent entrée à tous les États du monde »

« La géopolitique marine est en quelque sorte un passeport pour l'avenir qui permet l'ouverture sur le grand large et sur des continents au-delà des mers où va s'inscrire une grande partie de l'histoire du XXI^e siècle » (P. Papon).

Si la mer est facteur de richesse, de puissance, de domination, de développement, elle ne peut que générer tensions des convoitises et conflits ; déjà les drames du Rio Grande méditerranéen, les rivalités qui se radicalisent de la mer de Chine aux affrontements des prétentions des pays riverains de l'Arctique confirment que la mer est bien lieu de confrontations Mais Le 6^e continent devient-il seulement l'épicentre des rapports de force de nos jours, à la mesure du retour en force des idéaux thalassocratiques, ou est il porteur d'une cogestion des biens communs de l'humanité et d'un véritable partage de ces nouvelles richesses ?

I. Les espaces maritimes : des rivalités traditionnelles autour de potentiels convoités et disputés jalonnent l'Histoire récentes

A. Simple « voie de passage hier », la mer, promue territoire (c'est-à-dire espace équipé, contrôlé, habité, rentabilisé) donc naturellement devient un espace de plus en plus conflictuel

90 % du commerce mondial s'effectuent par voie maritime. Et les progrès dans le transport maritime ont été, a minima, aussi importants que ceux enregistrés dans les transports terrestres... (diésélisation, révolution de la boîte). De là des conflits pour contrôler voies de passage comme hier sur Suez (1956) ou avant-hier Panama (« I took Panama » de T. Roosevelt).

Des flux nombreux, variés structurent les voies maritimes : pétrole par tankers, minerais par minéraliers ou OBO (*oil bulk ore*) biens de consommation par conteneurs toujours plus puissants (20 000 EVP) de là les tentations des flibustiers du XXI^e, la piraterie maritime de la Somalie au large de Chittagong en passant par le Golfe de Guinée (la zone plus violente désormais fin octobre 2014 avec la mer de Chine (70 % des détournements) les Caraïbes et le Pérou.

Des activités industrielles se littoralisent aux ruptures de charge (arc portuaire du Golfe du Mexique de Corpus Christi à Bâton rouge) des ZEP s'organisent (Midas japonaises) des ZES littorales deviennent des ateliers tournés vers l'exportation (plus de 200 en Chine côtière) avec des risques sources de conflits : pollution : conflits sur les responsabilités et les indemnités (Amoco Cadiz, au large de la Bretagne Prestige au large de la Galicie boues rouges au large).

Des activités touristiques renforcent les littoraux avec parfois des conflits ouverts entre agriculture et infrastructures hôtelières comme au Cap bon en Tunisie où le tourisme prend en otage l'agriculture devant la rareté de l'eau douce ou entre producteurs de pétrole et pêcheurs de crevettes du Golfe de campêche au Mexique ou écologistes et gestionnaires du gisement de Libra au large de Rio au Brésil.

Les activités de transport maritimes sont telles que la recherche d'une compétitivité prix sur les transports conduit à des conflits sur les armements pavillons de complaisance, équipages multiethniques et de plus en plus réduits (25 personnes pour un conteneur de 18 000 boîtes) des controverses sur la qualification malgré contrôles EMSA (European Maritime Safety Agency).

Les conflits de compétence entre ports pour détourner des trafics rentables sont nombreux : Anvers au débouché de l'Escaut et Marseille en l'absence du canal Rhin-Rhône, comme hier Londres face à Amsterdam, comme Abidjan et Accra.

Avec les projets de forages pétroliers off shore, l'essor des parcs éoliens maritimes, les parcs photovoltaïques les exploitations à grande échelle des algues et minerais, le tourisme de masse, les mises au x normes de l'intensification des échanges des canaux transocéaniques (Panama doublé, Suez) la mer devient enjeu central de la puissance au XXI^e siècle.

B. La territorialisation de la mer, la marinisation des économies, amplificateurs de conflits

Lorsque Truman le 28 septembre 1945 affirme « le plateau continental peut être regardé comme l'extension de la masse terrestre de la nation souveraine » ce pour sécuriser les gisements du Golfe du Mexique, il augure un mouvement d'appropriation des espaces maritimes avec en 50 ans des dizaines de millions de km² passant sous le contrôle des États côtiers : pour Didier Ortolland et Jean Pierre Pirat dans leur Atlas géopolitique des espaces maritimes ce bornage de l'espace maritime constitue la plus grande conquête territoriale depuis la colonisation « Il faut attendre Montego Bay en 1982 pour qu'une convention conclue par 130 pays définissent des zones économiques exclusives ». Mais la convention n'entre en vigueur qu'en 1994, des pays et non des moindres la Chine par exemple ne la paraphent pas, et les ZEE deviennent lieux d'âpres négociations entre les Bahamas et Cuba (2011 encore) Brunei Malaisie (2009).

Certes dès la colonisation, la recherche de ports comme autant de débouchés et de relais d'influence, et de sources d'approvisionnements avait nourri des conflits (Inde conflits franco anglais) la pêche avait également débouché sur des confrontations ou intimidations (Espagne/France dans le Golfe de Gascogne ; Espagne/Maroc, ou guerre de la morue au large de Terre Neuve ou Saint Pierre et Miquelon — France/Grande-Bretagne ; France/Canada). De vieilles rivalités ont été exhumées lorsque les dictatures argentines ont vu dans la reconquête des îles malouines un levier de leur influence conflit anglo-argentin : krill, ressources antarctiques...

Désormais les conflits sur les plateformes littorales sont des enjeux régionaux importants particulièrement en mer de Chine mais également dans le Golfe de Guinée entre le Cameroun et le Nigéria jusqu'à l'accord sur l'île de Bakoussi, ou entre l'Espagne et le Maroc sur les îles Persil. La recherche de Nodules polymétalliques et la course aux minerais devraient élever le niveau de tensions dès lors que l'exploitation industrielle s'amorce.

C. La mer zone de contact et de partage et espace de détresse

Comme hier les boat people fuyant la normalisation vietnamienne ou les « balseros » cubains voulant échapper à l'autoritarisme castriste jusqu'à l'accord de 2015, la Méditerranée est devenue un enjeu migratoire : mer qui a vu ses rivages bouleversés en 20 ans d'intervalle par la fin de l'affrontement Est/Ouest en 1991 et les soulèvements arabes en 2011. Mer qui représente 1 % de la surface des espaces maritimes du globe et voit passer 25 % du trafic maritime planétaire ; carrefour migratoire de plus en plus dantesque au regard des migrations à partir de la Libye (syriens, subsahariens) et du manque d'unité et d'ambition des réponses européennes¹ (menace de Daech de jeter à la mer 500 000 migrants libyens vers l'Italie). Des records au baromètre de l'indicible plus de 3 000 sauvetages en 2 jours avec près de 1 500 morts en une semaine. La mer adriatique au large de Corfou pour les passeurs albanais dans une moindre mesure siphonne la misère des Balkans. En mai 2015 des victimes des discriminations en Birmanie, les Rohingyas (800 000) exilés tentent de fuir par la mer et ont dérivé au large de la province de Aceh à la pointe nord de Sumatra.

Les réfugiés climatiques transsahariens de plus en plus magnétisés par le passage de la méditerranée pour travailler à l'étranger plutôt que mourir chez soi (Soninké).

Les crispations sur Schengen entre puissances européennes cristallisent les conflits : Frontex est une barrière de « sécurité d'une Europe qui contient plus qu'elle ne subvient (Triton-9M d'euros mensuels — après mare nostrum Poséidon).

Au-delà de ces conflits, il est facile de saisir l'importance des enjeux géopolitiques méditerranéens car la mer représente à la fois des échanges, des contacts civilisationnels, des ressources, des risques aussi, et une zone de confrontation de puissances. H. Védrine peut constater que « la mer sera un des lieux majeurs d'affrontements ».

II. La mer : un vecteur idéal de projection de puissance et un multiplicateur de puissance

A. Un contexte nouveau où aucun territoire n'échappe aux conflits

Si le XX^e dominé par la sécurité politique avec pendant la guerre froide une prime évidente au transport intercontinental maritime, le XXI^e a lui pour objectif dominé la sécurité du développement économique, humain, écologique dans un monde multipolaire et polycentrique C'est dans cette optique et notamment dans la course aux ressources qui est de plus en plus féroce le cadre qui impose prioritairement le développement **d'une capacité de projection de force** à même d'assurer la sécurité des approvisionnements. Nombreuses sont donc les puissances qui parient sur la création et le développement de

1. P.Vallaud, J.-F. Coustillère, *Géopolitique et Méditerranée*, L'Hamattan 2 volumes : *Un espace imaginaire et fracturé et Stratégies en présence et enjeux*.

marines océaniques dans le but d'affirmer une volonté de sécurisation militaire de leurs besoins en matières premières ou énergie.

Dans leur prétention à la puissance globale ou extrarégionale, elles se tournent vers la puissance navale qui leur offre la capacité de projeter hors de leurs eaux bordières une force suffisante pour garantir leurs approvisionnements.

Schématiquement depuis Napoléon on définissait la puissance militaire d'une armée comme sa masse multipliée par sa vitesse. On prend la mesure du formidable atout d'une flotte capable de projeter 150 000 hommes et leur matériel comme ce fut le cas lors du débarquement de Normandie. À cela s'ajoute la très grande liberté de mouvement, l'absence d'infrastructures fixes) une grande souplesse stratégique (Walter Raleigh « *le maître de la mer peut transférer son armée d'un point à un autre sans la fatiguer ni la fragmenter avec tout son équipement en un dixième de temps que cela prendrait à son adversaire terrestre* »).

À l'heure du « sea basing » (stations militaires flottantes) et de la gestion des ZEE, la mer est un formidable multiplicateur de puissance (capacité d'import, liberté de mouvement, autonomie, souplesse stratégique richesses...) tout l'arsenal de la puissance célébré par A Mahan « *c'est la facilité avec laquelle la puissance maritime se diffuse qui en fait une force si polyvalente et si efficace...* »

Le « sea power » peut donc de nouveau être célébré et les analyses du stratège américain ont valeur d'exemple pour l'amiral Liu Huaqing, ou pour le ministre de la mer indien qui veut faire de l'océan indien l'océan des Indiens.

B. La course à la mer : un modèle thalassocratique idéal partagé

F. Ratzel répétait à l'envie « *un véritable État ne se conçoit plus en l'absence de puissance maritime* » (J. Gottmann qui fait des régions littorales le siège de la puissance.

Les États-Unis sont dans la lignée de Mahan et ont bousculé les accords de Washington 1922 qui leur reconnaissent le premier rang à égalité avec le RU qui a décliné au 5^e RM : ils sont les seuls capables de l'exercice solitaire du pouvoir maritime aux quatre points cardinaux. Le pivot asiatique défini par B Obama en 2011 est avant tout naval (60 % des capacités navales déployées) et l'armada américaine se donne des moyens considérables pour s'imposer : 10 porte-avions à pont plat (catobar) 70 % des flottes de guerre mondiales avec porte avions à catapultes avec 10 unités qui lui permettent d'avoir toujours 5 groupes aéronavals disponibles sous 30 jours et 2 supplémentaires au bout de 3 mois

La Chine ne veut plus être en reste : la tradition de Zeng he (1371-1433) est réactivée (ce bâtisseur de la quête du grand large vers l'Afrique orientale, célébré par une exposition fastueuse en 2004) et l'amiral Liu Huaqing (1916 2011) s'est défini comme partisan « *d'une défense active des mers proches* » IL a élaboré le concept des 3 lignes qui conduit à diviser l'espace maritime en 3 secteurs (le yanbai (côtier) le jinhai (mers de Chine) le dayang haute mer : il lui faut contrôler le deuxième au nom des droits historiques et accéder au 3^e comme grande puissance économique : pétrole, richesses halieutiques contrôle des routes missions humanitaires et même lutte contre la piraterie. 250 000 hommes composent la people liberation army navy : 200 bâtiments récents (1/3 du tonnage US), porte-avions Liaoning (ex Varyag ukrainien), navires classe attaque Houbei, des corvettes Jiangdao, destroyers multifonctions Luoyang, 70 sous-marins dont 3 SNLE et d'ici 2020 un autre porte-avions, une demi douzaine de sous-marins nucléaires, des satellites de guidage. Des appuis logistiques sont créés et portent le nom médiatisé de

Collier de perles (groupe californien de pop repris par les néoconservateurs inquiet du chaînon de ports réés par les Chinois du Golfe persique au littoral chinois pour sécuriser leurs approvisionnements à Gwadar, coco par exemple).

L'Inde : ébauche son ouverture maritime animée par la nécessité de contrer régionalement d'autres impérialismes mis en place de l'océan des indiens : le Gratchov racheté aux Russes donne une capacité de projection nouvelle.

Le Brésil : constitue une puissance navale pour étayer une puissance régionale émergente Le plan Amazone Bleue de présence dans l'atlantique, l'achat du porte avions Foch et de sous marins français y contribuent.

La France veut une fois de plus retrouver la mer : le *Charles de Gaulle* est impliqué dans la lutte contre Daesh. Avec moins de 1 % de la population mondiale, la France est l'un des 5 membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies : elle le doit largement à la mer et à sa ZEE (2^e mondiale) à sa tradition maritime (SNLE, et arsenaux de Toulon et de Brest).

Le Japon au-delà de sa force d'autodéfense essaie de se projeter dans l'espace maritime qui lui avait permis d'asseoir sa présence sur la façade pacifique et la mer de chien est un bon test pour le retour d'un nationalisme porté par une puissance navale encore modeste.

Les visées de la Russie sur la Crimée et les installations de Stavropol, l'achat de deux Mistral (patiemment attendus malgré les sanctions)le soutien à la Syrie en partie conditionné par la maîtrise de la base navale de Tartous montrent que l'accès aux mers chaudes fait toujours parti du registre de la puissance russe

C. Les zones de confrontation : tensions et militarisation

Dans ce contexte on comprend que l'accès à la mer puisse être une priorité et déclencher des conflits.

La Bolivie ne cesse de vouloir projeter sa flotte au-delà du lac Titicaca et envisage tous le champ des possibles (même un tunnel pour accéder au littoral péruvien !) Saddam Hussein n'a pas hésité après le statu quo avec l'Iran après une guerre meurtrière de 8 ans d'envahir le Koweït pour se donner un accès au golfe arabo persique (L'Irak avait entrepris de creuser un canal dans le Chatt al Bhrach ancien bras fluvial qui devait déboucher en mer au voisinage des îles de Warbah et Bubiyan... annexées au Koweït en 1914 !) La Corée du Nord en laisse pas de répit aux coréens du Sud dans ses réclamations de territoires maritimes La Chine a désormais peu de retenue en mer de Chine avec des manœuvres d'intimidations (Natuna) de provocations (Senkaku nationalisées par les Japonais en 2012) Les enchainements belliqueux sont nombreux : Montée en puissance des marines veut dire aggravation des tensions : les États-Unis ne restent pas sans réponse en mer de Chine avec le navire de combat littoral catamaran à grande vitesse et des partenariats stratégiques avec les Philippines Singapour la Corée du Sud l'Australie Le détroit de Taïwan attend toujours le D Day chinois et la Chine souhaite pouvoir conduire un blocus et contrôler la première chaine d'îles (du Japon aux îles Ryukyu de Taïwan aux Philippines jusqu'à Bornéo)pour asseoir sa puissance régionale.

Malacca, et le Détroit d'Ormuz donnent lieu des face à face tendus et des tensions héritées de traîne de la guerre froide (Sakhaline, Urss Japon ou îles Senkaku, Daioyu Japon Chine)sont réactivés.

La mer est désanctuarisée par le terrorisme hier avec le Achille moro, avec Al Qaeda et l'attaque du US Cole ou du français et des conflits terrestres se sont largement appuyés

sur les espaces marins : Otan contre Belgrade par le relais de missiles tomawak tirés par des sous marins américains ou intervention en Libye grâce à l'appui de la V^e flotte. Le débarquement à la Grenade permettait à Reagan de réaffirmer ses intentions face à l'empire du mal l'opération Atalante fixe l'unité des démocraties face à la piraterie des côtes somaliennes.

Mais l'enclavement terrestre n'est pas synonyme d'exclusion : des pays enclavés ont des réussites économiques (Suisse, Autriche) des pays émergent comme des PECO sans accès à la mer (Hongrie). Des espaces continentaux peuvent créer des ponts terrestres pour se développer (Russie). Oléoducs et gazoducs peuvent arrimer els économies d'Aise centrale comme la nouvelle route de la soie et la mer peut être sous valorisée : Afrique de l'Ouest où les ports doivent être modernisés par le Nepad, et pendant le dernier demi siècle la France dont la somme des trafics des ports était inférieure au trafic de Rotterdam ! Les infrastructures américaines sont également sans commune mesure avec la puissance de cette économie et son extraversion.

III. La mer : un défaut de régulation source de toutes les menaces : les déficits et défis de gouvernance de la mer et des espaces maritimes

A. La lente élaboration d'un droit de la mer

Cet ensemble couvrant 70 % de la surface du globe (eaux salées), est un bien commun de l'humanité et un domaine sur lequel l'humanité exerce un contrôle très limité... pour le meilleur et le pire. Les routes maritimes sont intercontinentales et en haute mer « res nullius » c'est-à-dire une escadre peut croiser à la limite des eaux territoriales d'une puissance adverse en guise d'avertissement sans que cette gesticulation en constitue un casus belli (« le navire est le meilleur des ambassadeurs », Cromwell).

Avec Montego Bay qui pour P. Papon (le 6^e continent) nationalise l'espace maritime (des ZEE à installer 200milles des côtes 1 mille : 1852 m) voire plus si plateau continental. les ZEE couvrent un tiers des océans), et depuis des aires marines protégées contre les rejets (2,8 % de la surface des océans mais 20 % en 2020). Tous els pays n'ont pas donné suite à Montego Bay de là des conflits.

De Frontex à Triton : un échec à la mesure du drame d'avril 2015 : plus de 1200 morts en 2 naufrages.

Polmar n'est qu'une timide amorce du règlement des indemnisations des catastrophes liées à des pollutions mais ses moyens restent limités.

Au-delà de la misère et de la corruption en Afrique ou du vide stratégique (Somalie) ou de la tentation créée par la mondialisation (Malacca) c'est la faiblesse du cadre juridique international qui ouvre une brèche à la piraterie. Eunavfor Atalanta est un front commun difficile à coordonner pour sécuriser le golfe d'Aden, déjouer la piraterie et sécuriser les programmes alimentaires vers la Somalie même si la Chine se veut impliquée. Les résultats sont médiocres contrairement à Malacca qui est globalement sécurisé. Le relatif échec de la sécurisation des côtes somaliennes (une quarantaine de navires de combat dans le Nord-Ouest de l'océan Indien) peut contaminer le canal du Mozambique (pétrole) sur fond de déliquescence de l'État Malgache Les rives méditerranéennes de l'Afrique sont déstabilisées par l'onde de choc des printemps arabes et le trou noir créé en Libye par l'affrontement entre milices et la montée en puissance de suppôts du Califat.

Le réchauffement climatique exige a minima un statut de réfugiés avec des menaces qui pèsent sur Maldives Kiribati Tuvalu. Les refus australiens d'accueillir ces populations et les atterrissements du Rio + 20(20 ans après le sommet de la terre de Rio adoptant des mesures de sauvegarde concernant les mers) n'inclinent pas à l'espoir.

B. Des accords fragiles terreux des conflits de demain

L'Arctique redistribue les cartes d'une nouvelle guerre froide où les grandes puissances avancent leurs pions dépose d'un drapeau russe en 2007 sur le fond marin au prétexte que la dorsale de Lomonossov passe sous le pôle Nord. Le réchauffement climatique peut donner au Canada et à la Russie de nouveaux atouts avec l'ouverture de nouvelles routes maritimes qu'ils contrôleraient.

Le Flanc méridional est partiellement intégré à la communauté européenne en 1986 Euromed 1995 et UPM 2008.

Barcelone UPM : l'impasse sur les flux démographiques rend assez caducs ces accords et l'ampleur des migrations incontrôlées.

Intégration économique peut être conçue comme un facteur de pacification en Méditerranée asiatique ; Asean 1967 avec des aires de coopération Chine du Sud et région du grand Mékong, les zones de libre-échange fonctionnent aussi comme réductrices de conflits. Libre-échange États-Unis et Caraïbes 1983 : Caribbean Basin Initiative et Cafta en 2004 auquel est associé la République dominicaine.

Difficile de garantir la libre circulation maritime tout en protégeant ses intérêts : c'est ce qu'essaient de faire les États-Unis en surveillant l'accès à leur territoire de conteneurs par le relais de 58 ports étrangers homologués.

Les zones sous tension sont l'objet de concertation comme le détroit d'Ormuz où la V^e flotte basée à Bahreïn fait office de gardienne du verrou stratégique pétrolier.

Une coopération internationale essaie aussi d'intercepter les trafics de drogue par mer (navires de plaisance ou conteneurs) mais els interceptions dans tous les cas sont difficiles car arraisonner un bateau suspect battant drapeau étranger c'est remettre en cause les principes du droit du pavillon de la libre circulation sur les mers ou de la souveraineté territoriale.

La promotion d'une approche écosystémique des pêches progresse laborieusement depuis un code de bonne conduite (1995) et l'agenda fixé à Johannesburg en 2002 pour atteindre les objectifs fixés, et la nouvelle légitimité conférée par le Plan stratégique pour la biodiversité adopté sous l'égide de l'ONU pour la période 2011-2020 cadre les organisations régionales de gestion de la pêche et els conventions régionales pour la protection de la mer et augurent une préservation des lieux marins...mais la gestion est fragmentée, les instances bureaucratiques se sédimentent les compétences 'autolimitent' (ex : la pêche au thon rouge en Méditerranée) les mentalités évoluent peu et la pêche illégale demeure un fléau (20MT par an selon la FAO pour des prises totales de 80MT en mer en régression (déclin de stocks de hareng et morue de l'Atlantique de l'anchois du Pérou de la sardine de Californie); IL paraît donc difficile d'évacuer égoïsmes et tensions dans le domaine maritime.

C. La mer un enjeu de pouvoir... un des champs de bataille majeurs contemporains

Certes la mer n'est pas le seul champ de bataille, et de régulation timorée le cyberspace et bataille de l'information : le big data (les données et leur contrôle), les nouvelles

formes de la guerre économique (intelligence économique), les nouveaux arsenaux militaires (drones satellites d'observation) donnent à penser que les conflits dans ces sphères ne font que commencer.

La mer n'est pas nécessairement une zone confrontation : n'est-il pas significatif que les conflits armés maritimes soient peu nombreux (Malouines) et que les tensions dégènèrent peu. N'oublions pas le « doux commerce » par mer, « son rôle de médiateur du rapprochement et des échanges des hommes » (P. Papon) avec les canaux transocéaniques qui sont d'ailleurs revus à la hausse (Panama pour des plus de 20 000 EVP et Suez). Paradoxalement au même titre que le cyberspace, nouvelle frontière du monde, la mer devient un enjeu géopolitique majeur l'ouverture de nouvelles routes (Nord-Est et Nord-Ouest au Nord de la Russie et du Canada). Trafic assuré par 50 000 navires citernes ou pétroliers (30 %) minéraliers (20 %) et porte-conteneurs (10 %) : « *La mer loin d'être réduite à un vaste champ de bataille entre impérialismes est avant tout considérée comme un formidable foyer d'opportunités économiques et commerciales* » *La puissance militaire chargée de protéger le commerce et les populations qu'il agglomère ne vient donc qu'en second : le gold power prend le pas sur le hard power* » (Florian Louis).

Mais les tensions maritimes décrites au cours de notre analyse confirment que la mer est un réel champ d'affrontements hier comme demain. C'est triplement inquiétant.

D'abord parce que les océans patrimoine commun de l'humanité sont au cœur des enjeux climatiques. le relèvement du niveau eustatique des mers fait partie désormais du quotidien de certains États un Conseil des ministres tenu sous l'eau aux Maldives a montré l'imminence de la menace et les eurosceptiques ne sont plus au balcon de la réduction de la banquise qui s'accélère et du niveau des mers (3,3 mm par an ce qui dans les scénarios les plus pessimistes autoriserait la hausse de 1 m d'ici 2010 pour la GIEC.

Ensuite parce que Nourrir 7 mds d'hommes et plus de 120 mds au siècle prochain nécessite de penser aux ressources halieutiques le krill n'est il pas une des bases des approvisionnements en protéines pour demain ?

Enfin parce que la pollution des mers prend un tour cataclysmique quand on fait référence au continent de plastique qui progresse inexorablement et impacte la aune marine. Soit pour els exploiter soit pour els préserver les espaces marins seront donc l'objet de conflits. Nœuds géopolitiques les 3 méditerranées sont déjà des lieux de confrontation les 3 Méditerranée (au milieu des terres) fabrique de civilisations (Braudel) sont des nœuds géopolitiques la mer éponyme puis celle des Antilles et la mer de Chine méridionale. Difficile de nier que l'avenir est à la conflictualité... Elles pèsent par leurs positions sur les grands axes Suez Gibraltar Panama, Malacca ou Singapour. De nombreux conflits Grèce Turquie, Israël, Liban conflits en mer de chine sur les ZEE et pression sur les 750 îles coralliennes de Spratleys revendiquées quand elles ont été abandonnées par les Japonais avec après la décolonisation prétentions vietnamiennes malaises taïwanaises, Philippines Brunei Dans les Caraïbes prétentions de Cuba).

L'Arctique peut être une zone de coopération mais aussi de confrontation (pétrole 10 % des réserves prouvées mondiales auxquelles il faut rajouter en réserves estimées 90mds de barils de pétrole 47 000 mds de m³ de gaz et 44 mds de barils de gaz naturel à l'état liquide.

L'océan indien (3^e du globe) longtemps océan négligé bordé d'États du Tiers-Monde devient une aire géopolitique de première importance avec le changement de statut de pays comme la Chine l'Inde ou l'Australie. et avec son rôle dans els échanges (40 % des importations mondiales de pétrole provenant du Moyen-Orient et 80 % du commerce

maritime du pétrole transitant par Bab El Mandeb, Ormuz et Malacca. la présence américaine gage de stabilité s'effrite », l'océan Indien est comme l'écrit R. Kaplan le lieu où la rivalité entre les États-Unis et la Chine dans le pacifique s'emboîte avec la rivalité régionale entre la Chine et l'Inde ainsi qu'avec la lutte des États-Unis contre le terrorisme islamique au Moyen-Orient ». Lieu de rencontres entre civilisation islamique occidentale bouddhiste confucéenne, rassemblant des régimes allant des États faillis — Somalie —, déchirés — Yémen —, autoritaires — Pakistan —, dictatoriaux — Chine —, démocratiques — Afrique du Sud ou Inde —, cet océan est à la recherche d'une architecture de sécurité.

Quant au Pacifique il ne suffit pas de passer de l'aire pacifique à l'ère du Pacifique pour que les résultats économiques balayent les tensions intestines.

Conclusion

On aurait tort d'oublier que les espaces maritimes sont des lieux de partage, d'échanges autant que de fractures, des berceaux civilisationnels autant que des zones de conflictualité. Réinscrire les espaces maritimes dans les défis vitaux de demain (marinisation accélérée des économies, réchauffement climatique) est un moyen certainement de leur donner la place qu'ils méritent et de mettre la pression pour faire émerger une gouvernance mondiale capable d'assurer leur avenir.

Nourrir la planète : exigences paradoxales et nouvelle "géopolitique de la faim" (de la chute du mur de Berlin à nos jours)

Alain Nonjon

Ce que l'on peut dire du sujet

On ne va pas épiloguer sur la formulation exigences paradoxales ? et surtout un cadre chronologique un peu déroutant car quelle influence peut bien avoir la chute du mur de Berlin sur la géopolitique de la faim ?

On se contentera donc de se caler sur les exigences paradoxales du concepteur du sujet et le plan devra bien sûr inclure cette notion de contradictions et de fixer les mutations de ce dernier quart de siècle dans la géopolitique de la faim.

On se démarquera du sujet jadis posé à ECRICOME 2008 « Nourrir l'humanité ».

Introduction

Parmi les Objectifs du millénaire (2000), l'objectif sinon d'éradication de la faim du moins de diminution de moitié du nombre de malnutris d'ici à 2015 paraissait gérable... jusqu'à la crise alimentaire de 2008 et ses répliques depuis. Si le risque systémique agricole n'a pas fondamentalement évolué, les enjeux du défi alimentaire se complexifient dans les contrastes de situation, dans l'instrumentalisation des pénuries, dans la portée environnementale et économique de certains choix culturels, dans les rapports de force qui s'installent entre producteurs et importateurs. La géopolitique de la faim n'est elle pas le miroir des évolutions du XXI^e siècle ?

I. Le défi alimentaire mondial actuel sédimente de nombreux paradoxes

A. Une accélération du progrès technique dans l'agriculture... mais une rigidification de la malnutrition et des pénuries

La mécanisation et la motorisation sont parties à la conquête du monde et si certaines agricultures viennent encore à l'heure de la houe et du sarclage, beaucoup assouviennent leurs technofantasmes (tracteurs très puissants combine machine, aspersion) ; les OGM ne sont qu'un des aspects des avancées des biotechnologies aptes à fournir de nouvelles espèces hybrides conditionnées pour résister à des parasites à certaines conditions climatiques

Des terres de plus en plus décalées par rapport aux optima climatiques des plantes sont conquises face à la désertification ou aux froids extrêmes L'agriculture hors sol n'est plus une innovation, une curiosité, c'est un type de culture. De fait l'offre alimentaire paraît suffisante La production alimentaire progresse à un rythme moyen supérieur à celui de la croissance démographique (+1,5 % contre 1 % par an) ceci du plus à l'accroissement

des rendements par ha qu'à l'augmentation des superficies cultivées. Aujourd'hui chaque habitant dispose théoriquement de 200 kilocalories/jour contre 2300 en 1960 alors qu'une ration de 2500 kilocalories est jugée suffisante. De plus les échanges alimentaires permettent de compenser éventuellement des déficits locaux.

Mais malgré ces progrès la sous-alimentation frappe 805 M de personnes en 2014 (contre 1014 millions en 1992 — de 19 % de la population mondiale à 11 %). Elle sévit sur le continent africain et la barre du milliard a failli être de nouveau dépassée en rupture avec aux objectifs du millénaire (en 2000 réduction de moitié d'ici à 2015 le nombre de personnes souffrant de la faim et cet échec conditionne aussi l'échec des objectifs sanitaires éducatifs, sociaux (inégalités filles garçons) la malnutrition est telle qu'un quart des enfants de moins de 5 ans ont des retards de croissance 2Mds d'individus souffrent de carences en micronutriments De même malgré les logiques d'intensification, les exploitations familiales sont de très loin majoritaires : elles réalisent 60 à 70 % de la production mondiale agricole et mobilisent 90 % du travail agricole et plus de 90 % des exploitations agricoles de la planète couvrent moins de 5ha et 70 % moins de 1 ha (Cirad AFD 2013). Force est de remarquer cependant que l'exploitation familiale n'est pas imperméable aux innovations, aux biotechnologies de pointe (Sur les 16,5M d'agriculteurs dans le monde cultivant des OGM en 2013 90 % étaient des agriculteurs chinois ou burkinabé en disposant que d'exploitations limitées en superficie

B. Un recul des famines réel, mais des déséquilibres tenaces instrumentalisés

Elles sont régionales, associées à des disettes de soudure, instrumentalisées dans des conflits (Kurdes sous Saddam Hussein ou Karens au Myanmar) et la faim la plus aigue la famine implique moins des pays traditionnellement démunis au niveau alimentaire (Sahel ? Nordeste brésilien pays andins Asie du Sud mais des pays qui apparemment n'étaient pas prédisposés à connaître la faim (Congo, Zimbabwe, Corée du Nord, Soudan) mais où la malnutrition résulte de troubles politiques et de guerres). S. Brunel analyse ainsi les famines comme un outil de contrôle ou d'élimination de populations indésirables. Les famines naturelles sont quasi disparues (sécheresse inondations insectes ravageurs) car des mécanismes de rééquilibrages sont mis en place et elles sont relayées par des famines orchestrées : nomades recevant une faible partie de l'aide alimentaire car peuples guerriers esclavagistes rebelles à la sédentarisation délaissés par le pouvoir dans le Sahel ou en Sierra Leone élimination de population gênantes comme au Cambodge de 1976 à 1979 (génocides des Khmers rouges et faim organisée au service de la terreur idéologique avec 2 M de morts) ou au Darfour où les milices de Khartoum des janjawid en interdisant les aides des ONG en coupant les routes d'approvisionnement ont acculé 1,3 M de déplacés à la famine. Les famines exposées deviennent même des moyens de drainage de l'aide, un moyen compassionnel de manipuler l'opinion internationale (Éthiopie, Corée du Nord qui pratique avec régularité cette « diplomatie d'extorsion »).

Mais pour autant 3 excès demeurent : les pénuries caloriques mais aussi le manque de diversification de l'alimentation (carences en protéines en sels minéraux) et à l'inverse excès caloriques obésité qui progresse (en 2013 on compte 2,1 M d'humains en surpoids dont 670 M d'obèses) et l'obésité est d'ailleurs considérée en Chine comme un marqueur de mondialisation. Les marchés qui ne représentent que 15 % de la production alimentaire mondiale pèsent de façon excessive sur le bien être de 2 mds d'êtres humains mal nourris (moins de 2 \$ par jour et moins de 2700 calories quotidiennes).

De fait on peut se demander si la priorité donnée à la lutte contre le terrorisme et le développement durable ne marginalise pas les objectifs de lutte contre la faim et alors que la terre aurait le moyens de nourrir ses habitants S Brunel de façon un peu provocatrice n'hésite pas à parler de courants malthusiens qui se comportent sur la terre comme s'il y avait des « peuples en trop » des « peuples proliférants » face auxquels certains régulateurs tels la famine, le sida et la guerre seraient des régulateurs incontournables voire nécessaires ! (Monsieur Ebola n'a-t-il pas été convoqué pour régler le problème des migrations !).

C. De plus en plus de besoins mais des stratégies plus industrielles qu'agricoles affichées

Malgré les besoins, de moins en moins de terres sont disponibles avec l'érosion la salinisation des sols qui font perdre 10 M ha par an cultivables et l'étalement urbain 3 M d'ha quand les défrichements ne font gagner que 12 M ha. Les terres agricoles couvrent désormais plus de 4 900 millions d'ha et leur progression est des plus faibles.

Le gaspillage alimentaire sévit : 1,3 md de tonnes jetées ou perdues par an dans le monde et 260 kg en France par personne et par an... !

Ne parle-t-on pas de NPI et peu de NPA (nouveau pays agricole ?) ne vante-t-on pas le Brésil acteur global plus par ses industries extractives (Vale) son BTP (Oderbrecht) ; que par son rôle de ferme du monde (1^{er} RM dès 2020) La Chine puissance émergente est plus valorisée pour ses exportations industrielles — biens de consommation — que ses performances agricoles au cœur de la bataille des 4 modernisations et ses conquêtes dans l'agrobusiness mondial (Tomates) Elle a pourtant réalisé l'improbable à la fin du XX^e : nourrir sa population dans un pays où les superficies en cultures sont limitées et non extensibles et où le problème de l'eau est latent il est loin le temps où la rencontre paysans pauvres et ouvriers avait bâti la Chine communiste. Paradoxalement plus un pays compte d'agriculteurs plus il souffre de la faim ! Car les pays pauvres ruraux investissent... peu dans leur agriculture.

II. L'insécurité alimentaire mondiale naît de plusieurs facteurs paradoxaux

A. L'émergence : un dynamique contradictoire suivant les secteurs

Cette dynamique est certes facteur de progrès de moyennisation de la société, de bond en avant du PIB/hab., de hausse du niveau de vie

Mais aussi de pression sur l'offre agricole, de transition alimentaire : urbanisation (50 % d'urbains dans le monde en 2007 65 % en 2015), moyennisation surtout en Asie (2020 : 42 % de la population mondiale dont 53 % en Asie) qui implique plus de consommation de céréales indirectement (viande) diversification alimentaire (300 MacDo s'ouvrent chaque année en Chine !), et exode rural souvent (cf. paysans mingongs chinois au service des industries *labor intensive* côtières).

B. La fin relative du 'food power': la porte ouverte à de nouvelles formes d'impérialismes agricoles

Le « food power » a certes été remis en cause au nom du droit à la nourriture (art. 25 de la déclaration des droits de l'Homme à la conférence de Novi Sad (1980) sur la nouvelle

génération des droits de l'Homme. On a mis en avant les difficultés pour les paysans des pays pratiquant l'embargo à ne pas subir l'effet boomerang-référence à la crise des belts céréaliers américains pendant l'embargo à l'encontre de l'ex-Urss dès 1980 — certains se sont interrogés sur l'efficacité des embargos —, contournement, diversification des fournisseurs comme pour l'ex-Urss qui trouve un appui en Argentine dans le contexte de la guerre des Malouines. L'opinion internationale s'est montrée très hostile à l'encontre de ce droit de vie et de mort à l'encontre des multitudes démunies (le soja plus puissant que la bombe atomique pour un secrétaire d'État à l'agriculture américain (Earl Butz) que représentent ces embargos alimentaires (la guerre en Irak et le programme nourriture contre pétrole n'a pas été pour rien dans ce réquisitoire contre l'arme de la faim.

Mais pour autant d'autres formes d'impérialismes sont apparues :

- le *landgrabbing* qui est une agression contre la souveraineté alimentaire des États et qui est imposé à des paysans aux mépris de leurs droits (Chine, Corée du Sud et Émirats en Afrique) L'année 2014 a d'ailleurs été déclarée par l'ONU année de l'agriculture familiale pour faire face aux dynamiques d'accaparement de terres par des groupes géants.
- L'agrobusiness triomphant comme au travers du coton BT de Monsanto au Burkina Faso avec des arguments manipulés sur leur prix, la régularité de leurs récoltes, leur faible exigence en engrais... Argenbio conseil argentin pour l'information et le développement des biotechs n'est pas avare de compliments sur la rentabilité des OGM dans ce pays 3^e pour la superficie cultivée en OGM : de 1996 à 2011 ce sont quelques 65mds de \$ qui ont été gagnés pour le soja tolérant au glyphosate grâce à la diminution des herbicides des labours et l'extension des cultures dont 72 % sont allés aux fermiers, 21 % à l'État et 7 % aux fournisseurs et pour ne pas être outre les économies pour les consommateurs, ce sont 1,8 M d'emplois qui seront créés en 15 ans par ces technologies... Il n'est qu'à lire l'ONG Grain créée à Barcelone en 1990 pour déchanter et voir les effets négatifs de la monoculture intensive du soja (un ouvrier pour 500ha) et l'impact négatif sur le grenier mondial argentin.
- les biocarburants imposant des reconversions discutables de l'utilisation des sols. des terres consacrées au blé ou à la production laitière sont désormais consacrées aux biodiesel (colza, maïs) conversion jugée « crime contre l'humanité par Jean Ziegler le rapporteur des Nations unies sur le droit à l'alimentation en octobre 2007.
- Les OGM peu de recherche pour des variétés adaptées aux pays tropicaux) et des biotechnologies.

C. La mise en place de mécanismes de stabilisation occultée par des dérives spéculatives comme en 2008 et 2010

Certes des accords ont été conclus par produits dans le prolongement des accords de la Cnuccd et des fonds de, stabilisation des matières premières, les marchés à terme (Chicago board of trade ou marchés de Sydney) ont été moralisés, des accords cadres ont été signés sur la réduction des subventions à l'exportation (grand thème de l'OMC au Doha round), des systèmes d'alerte précoce anticipant les crises alimentaires existent.

Mais c'était sans compter la crise de 2008 qui a détourné les marchés financiers de la spéculation boursière classique et reporté sur les produits agricoles la recherche de profits. L'emballlement des cours céréaliers, et la pénurie dans des pays prioritairement exportateurs ou traditionnellement déficitaires ont débouché sur des marches de la faim,

et des révoltes des « ventres creux » dans 30 pays dont en Égypte à Haïti au Sénégal au Cameroun (40 morts en février 2008) ou en Tchétchénie surtout dans des pays pauvres où dans de nombreux pays pauvres près de la moitié des budgets sont consacrés à l'alimentation déjà.

III. Ainsi l'ordre alimentaire mondial programmé mais pas atteint fait apparaître des enjeux géopolitiques majeurs et parfois nouveaux

A. La domination exclusive des grandes économies agricoles, États-Unis et UE

Grâce à leurs FMN, leur protectionnisme ouvert ou caché (cf. J.-Y. Carfantan pour l'UE, première importatrice de produits agricoles des PED dans la mondialisation déloyale, évoque un taux direct et indirect de protection du marché européen vis-à-vis des pays du Tiers-Monde de plus de 30 %), la mise en tutelle de la transformation des produits par l'agroalimentaire du Nord, les modes d'alimentation au cœur de la « world bouffe » le contrôle d'une biocratie les pays du Nord conservent leur domination hégémonique : d'ailleurs États-Unis (siège de l'ONU) et UE (Rome, siège de la FAO) sont les deux premiers exportateurs et importateurs agricoles mondiaux). En soi ce positionnement contraste avec les problématiques des champs du départ, de « désagriculturisation » de ces pays, de crise structurelle du secteur agricole encore pourtant très subventionné (du moins avant les révisions de choix pour la PAC de 2013).

De fait on a l'impression que les rapports de force installés au lendemain de la seconde guerre mondiale (PL480 en 1954 « food for peace » devenu « food for freedom » et dépassement en 1972 par l'UE de l'autosuffisance alimentaire) n'ont pas été fondamentalement changés. Les agricultures les plus performantes sont aussi les plus subventionnées comme celle des États-Unis (soutien dans la loi cadre 2014-2018 de 95 mds de \$ par an (70 mds d'euros) et pour la séquence 2014-2020 quelques 60 mds d'euros annuels dans l'UE).

Cela n'exclut pas une percée de global players du Sud dans le commerce agricole mondial comme dans le marché de la viande avec 3 pays du Sud sur les 5 premiers (groupe dominant brésilien JBS depuis le rachat de son concurrent brésilien Marfrig).

B. La difficile quête de l'autosuffisance vivrière dans les PED

Certes, exceptionnellement, des pays parviennent à des résultats probants (Botswana, Malawi) mais ils restent marginaux surtout en Afrique subsaharienne terroir de la faim. Seuls 10 pays sur 54 tiennent les engagements de la conférence de Maputo en 2003 de consacrer 10 % de leur budget à l'agriculture !

Dans certains pays l'appropriation des terres se fait au détriment de minorités (mapuches et autres aymaras au Chili ou en Bolivie) L'aide alimentaire reste un moyen d'influencer ses pays pour les pays développés ; (*Aid for trade*, aide mercantilo-philantropique qui sert souvent à écouler des excédents créer artificiellement des habitudes alimentaires et installer des dépendances). La pression des agrocarburants contre l'agriculture (UE en Amérique latine) est forte et ce indépendamment des besoins vivriers. Dans la compétition cultures vivrières cultures spéculatives il existe toujours une prime aux cultures de rente produits des cultures de plantation de la colonisation.

Finalement le principal paradoxe est de constater que l'Afrique renaissante du point de vue industriel reste encore le continent où la situation alimentaire est la plus critique un habitant sur 4 ne mange pas à sa faim et où en 2014 26 pays africains sur 33 dans le monde ont besoin d'aide alimentaire... Difficile dans ce cadre d'évoquer la « moyenisation » de l'Afrique comme symbole d'une Afrique bien partie ou répartie.

C. De nouveaux paramètres, sources de tensions

Le réchauffement climatique pousse des agriculteurs de l'Afrique transsaharienne à « vouloir vivre à l'étranger plutôt que mourir chez eux (comme les Soninké de la région de Kayes au Mali) Le réchauffement qui pèse aussi sur des zones humides et sur les complexes deltaïques comme au Bangladesh. Le Bangladesh (delta du Gange et du Brahmapoutre) où sur un territoire grand comme la moitié de la France 150 M d'habitants vivent à moins de 10 m au dessous du niveau de la mer au regard des évolutions actuelles pourrait perdre 17 % de son territoire. Les mangroves sont déjà menacées notamment celle des Sundarbans une des plus actives du monde. La transformation des rizières en fermes à crevettes n'est qu'une solution partielle car l'activité d'aquaculture mobilise 10 fois moins de main-d'œuvre condamnée à migrer vers... Dacca (21 M d'habitants en 2015). Ces migrations incontrôlées peuvent déboucher sur des conflits avec l'Inde qui s'est déjà dotée d'un mur de protection ! Le réchauffement climatique ponctionne les réserves d'eau douce (lesquelles interviennent pour 70 % dans l'irrigation. et sont vitales) il faut 1 000 fois plus désormais d'eau pour nourrir un homme que pour éteindre sa soif. Les guerres de l'eau sont donc l'arrière plan de ces évolutions Pour le psychosociologue Harald Welzer in *Guerres du climat* (Gallimard, 2009) le Darfour est une guerre climatique depuis 1960 la région connaît des sécheresses catastrophiques, une désertification accélérée, de là des déplacements de population une compétition entre éleveurs nomades et paysans sédentaires qui appartiennent à des ethnies différentes. Dans un pays où 70 % de la population vit de la terre la disparition des pâturages peut devenir rapidement explosive.

Certains conflits déstructurent des agricultures (Au Zimbabwe, la radicalisation de Mugabe contre les fermiers blancs a été catastrophique et pèse sur l'équilibre régional (migrations vers l'Afrique du Sud en proie à des mouvements xénophobes). En Afrique en 2013 un pays sur 4 continue à souffrir des effets induits par des conflits armés pénalisant le développement agricole. Des choix ont été plaqués (Nigeria : hier grande puissance agricole, le pays a succombé à la rente pétrolière et à la revalorisation du naira). Une piraterie maritime qui dissuade les aides internationales comme au large de la Somalie.

la fuite en avant dans des revenus de cultures illicites du khat malgache au pavot sanctionne des échecs et est instrumentalisé par des guérillas (Colombie).

Conclusion

La gouvernance mondiale agricole piétine dans tous ces registres et on est loin du cri d'alarme de Nerhu *Tout peut attendre excepté l'agriculture* (1948). Nourrir 7 mds d'hommes c'est-à-dire fournir une alimentation suffisante en quantité et qualité au-delà des 2700 calories par jour et par habitant reste donc un défi ? Certes les visions les plus pessimistes malthusiennes ont été balayées ou du moins différées mais la terre reste un objet de conflits (réformes agraires toujours retardées ou inopérantes) et l'ouvrage *Paysans affamés terres massacrées* de R Dumont a encore une certaine actualité.

L'État et la croissance économique dans le monde depuis 1945

« Dans cette crise actuelle, l'État n'est pas la solution à notre problème ; l'État est le problème. De temps en temps nous avons été tentés de croire que la société est devenue trop complexe pour être contrôlée par la discipline de chacun, que le gouvernement par une élite était supérieur au gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. Et bien, si personne parmi nous n'est capable de se gouverner lui-même, alors qui parmi nous a la capacité d'en gouverner un autre ? » affirmait Ronald Reagan, partisan de l'ultralibéralisme, lors de son premier discours d'investiture à la présidence des États-Unis, le 20 janvier 1980. Il soulevait alors à nouveau, mais dans d'autres termes, un débat ancien quant à la place de l'État dans l'économie.

Traditionnellement, en vertu des théories libérales du 19^es, l'État ne devait être cantonné que dans des fonctions régaliennes. Il devait se garder de toute intervention dans les domaines économique et social sous peine de perturber les équilibres du marché, tenus, selon Adam Smith, par une « main invisible ». La croissance économique se devait donc d'être portée par les acteurs privés et en aucun cas par la puissance publique. Pourtant, à partir de la fin du 19^es, des entorses de plus en plus importantes sont faites au modèle : l'État peut décider de mettre en place des barrières douanières ou de s'impliquer en matière d'aménagement du territoire (chemins de fer). La Première Guerre mondiale, la révolution bolchévique et la crise des années 1930 ont précipité les évolutions, à tel point qu'en 1945, l'État est considéré comme un acteur nécessaire à la croissance, qu'il en soit un catalyseur ou, dans le cadre des régimes communistes, un élément quasi monopolistique, refusant tout capitalisme et toute place au marché. De nos jours, pourtant, on assiste à un affaiblissement conséquent du rôle de la puissance publique qui semble même discréditée.

Comment expliquer l'affaiblissement croissant du rôle de l'État en matière de croissance économique depuis 1945 ? Assiste-t-on à une synchronisation des rythmes des différents pays sur ce point ? Dans quelle mesure la théorie économique influence-t-elle les pratiques ?

I. De 1945 à la crise de 1973, l'État joue un rôle capital dans la croissance économique des pays du monde, à des degrés divers

A. En 1945, le contexte est favorable à un rôle de l'État renforcé

1. La révolution keynésienne

L'après-guerre voit l'apogée de la révolution keynésienne. *La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, parue en 1936, propose de nouveaux leviers en matière économique. Keynes y démontre notamment que c'est la demande qui est le principal facteur déterminant du niveau de production et, par conséquent, de l'emploi. Affirmant également, en vertu de la loi psychologique fondamentale, que lorsque le revenu augmente, la consommation augmente, il en déduit la possibilité de politiques économiques interventionnistes pour remédier à des crises ou pour éviter l'emballement de l'économie en période de forte croissance. L'État dispose ainsi de plusieurs leviers tels que la politique monétaires (manipuler les taux d'intérêt) ou la politique budgétaire dont la combinaison fut appelée *fine tuning* après-guerre au Royaume-Uni. Ces théories viennent donc légitimer l'interventionnisme étatique dans de nombreux pays occidentaux, à des degrés divers.

2. *Un contexte favorable pendant la Seconde Guerre Mondiale*

De même, la Seconde Guerre mondiale favorise le renforcement du rôle de l'État en matière économique et sociale. Le rapport Beveridge (1942) pose les bases d'un État-Providence censé protéger les individus des risques de la vie, « du berceau jusqu'à la tombe ». Dans la même veine, le programme du CNR (1943) projette la mise en place d'un système de Sécurité Sociale en France ainsi que des nationalisations et la mise en place d'une planification incitative.

Enfin, le prestige de Staline et du communisme est tel que le principe de l'étatisation des moyens de production semble un modèle à imiter, l'État semblant le seul garant de l'intérêt général, y compris sur le plan économique.

B. *L'État, un acteur important de la croissance économique dans les pays occidentaux*

1. *Reconstruction, planification et Sécurité Sociale*

L'État joue d'abord un rôle en matière de reconstruction, base d'une croissance future. C'est la raison pour laquelle de nombreuses nationalisations sont mises en place dans des secteurs clés : entre 1944 et 1946, la France nationalise les grandes banques, la Banque de France, les houillères, le transport aérien, les grandes compagnies d'assurance, le gaz et l'électricité. Il en va de même au Royaume-Uni (nationalisation de la Banque d'Angleterre, des charbonnages, des transports aériens, des chemins de fer, de la sidérurgie) ou même en Italie (où l'on maintient l'Institut pour la Reconstruction Industrielle, créé par Mussolini afin que l'État puisse avoir un effet d'impulsion sur l'économie).

Dans certains États occidentaux, les États développent aussi la planification indicative. La puissance publique se fixe ainsi des objectifs à moyen terme et tente de se donner les moyens pour y parvenir. Le plan Monnet (1946-1952), en France, avait pour but de faire repartir la machine économique et de gérer la situation de pénurie. Il était centré de façon très sélective sur 6 secteurs : charbon, électricité, ciment, machinisme agricole, transport et acier. Le plan Marshall, par les fonds qu'il distribuait, a permis la réalisation des principaux objectifs de ce plan.

L'État met aussi en place des organismes de Sécurité Sociale afin de maintenir le revenu des ménages en cas de crise ou d'accident de la vie. Les États-Unis développent ainsi ce système dans les années 1960 (Medicare et Medicaid).

2. *L'accompagnement de la croissance à des degrés divers*

L'État a également un rôle d'accompagnement de la croissance. Il crée des conditions favorables à la croissance. Il opère des stratégies d'aménagement du territoire (construction d'infrastructures de communication : autoroutes, aéroports). Il favorise la recherche (création de la NASA aux États-Unis en 1958, plan Calcul en France dès 1966 qui avait pour objectif de développer une informatique française). Au Japon, le MITI (ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie) encourage les entreprises japonaises à exporter et les aides (missions de prospection à l'étranger, informations diverses, création de technopôles...).

Pourtant, l'État ne joue pas le même rôle dans tous les pays. C'est aux États-Unis et en RFA (où il joue pourtant un rôle indirect en favorisant le dialogue sur le marché du travail) qu'il semble le moins important au sein des pays occidentaux.

C. *L'État, au cœur du modèle économique communiste au sein d'un bloc de l'Est qui s'étend et se diversifie*

1. *Le modèle soviétique*

Le modèle soviétique atteint également son apogée à l'est et s'approfondit. Pendant la Seconde Guerre mondiale, le système stalinien mis en place à partir de 1928 (étatisation de l'économie, planification obligatoire) s'était relâché. En 1945, Staline fait le choix d'un retour aux années 1930. L'ensemble des moyens de production revient donc à l'État (on confisque aux paysans, par exemple,

La collection *mise en examen* confie des ouvrages de méthodologie pour le lycée et les prépas, à des spécialistes dûment inscrits au fichier central des Grands Pédagogues. Sa procédure est donc sévère mais juste :

- vous faire saisir le sens de l'épreuve, quels que soient sa nature et son niveau ;
- vous faire adopter une démarche qualitative, joignant le savoir et l'utile ;
- vous apporter des conseils pour épurer un programme et dégager des problématiques aussi simples qu'efficaces ;
- vous fournir des exemples capables de baliser votre entraînement personnel.

Vous voici prévenu :

avec *mise en examen* vous êtes **condamné à réussir !**

Conforme au nouveau programme des classes préparatoires économiques et commerciales de la voie scientifique (ECS), cet ouvrage fait le point sur l'ensemble du programme de Géopolitique du monde contemporain et des continents.

Les auteurs, tous enseignants en classes préparatoires, l'ont conçu de manière efficace et pédagogique :

- une **méthodologie** complète ;
- une **soixantaine de dissertations** couvrant l'ensemble du programme de 1^{re} et de 2^e année, avec des sujets vastes, sélectifs, originaux ;
- tous les **derniers sujets du concours 2015** corrigés et commentés ;
- **2 copies de concours**, intégralement reproduites et commentées.

JÉRÔME CALAUZÈNES est professeur en classes préparatoires (ISTH, ISP) • **AUDE MARÉCAILLE** est professeur en classes préparatoires au lycée Claude Bernard (Paris) • **MICHEL NAZET** enseigne au lycée Saint-Michel de Picpus (Paris) • **ALAIN NONJON** est professeur en classes préparatoires au lycée Michelet de Vanves • **FRANK PARIS** est professeur en classes préparatoires au lycée Thiers de Marseille • **PIERRE VERLUISE** est professeur en classes préparatoires à Paris et directeur du site géopolitique Diploweb.com.



9 782340 007253



www.editions-ellipses.fr